

COMPTES PUBLICS

1996-1997

Volume 3

ÉTATS FINANCIERS
DES FONDS SPÉCIAUX
DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Année financière
terminée le 31 mars 1997

HJ
9921
Z9
Q3
C738
1996/97,3
Ex. 01
QMDF

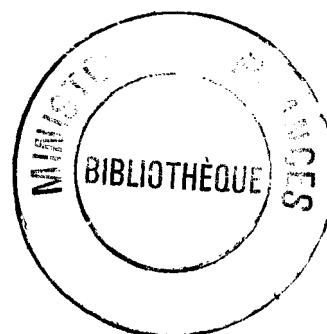
Québec 

no
9521
75
Q3
C738
1996/97, 3
1-2-01
GDF

COMPTES PUBLICS

1996-1997

Publiés conformément aux
dispositions de l'article 71
de la Loi sur l'administration
financière (L.R.Q., c. A-6)



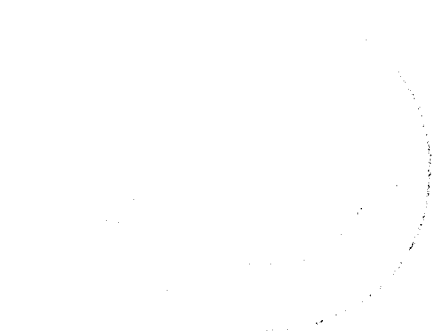
Volume 3

**ÉTATS FINANCIERS
DES FONDS SPÉCIAUX
DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC**

**Année financière
terminée le 31 mars 1997**



Gouvernement du Québec
Ministère des Finances



ISSN 0706-2869
ISBN 2-550-31344-5 (Édition complète)
ISBN 2-550-31349-6 (Volume 3)

Dépôt légal - 4^e trimestre 1997
Bibliothèque nationale du Québec

TABLE DES MATIÈRES

ÉTATS FINANCIERS DES FONDS SPÉCIAUX ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1997	RESPONSABILITÉ MINISTÉRIELLE	PAGE
Fonds administrés par la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec et Rapport du Vérificateur	Agriculture, Pêcheries et Alimentation	7
Fonds d'aide à l'action communautaire autonome et Rapport du Vérificateur	Emploi, Solidarité et Condition féminine	11
Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels et Rapport du Vérificateur	Justice	16
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de collèges d'enseignement général et professionnel du Québec et Rapport du Vérificateur	Finances	20
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de commissions scolaires du Québec et Rapport du Vérificateur	Finances	24
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'établissements universitaires du Québec et Rapport du Vérificateur	Finances	28
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'organismes de santé et de services sociaux du Québec et Rapport du Vérificateur	Finances	32
Fonds d'assistance financière pour certaines régions sinistrées et Rapport du Vérificateur	Conseil du trésor	(*)
Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier et Rapport du Vérificateur	Transports	(*)
Fonds de développement international et Rapport du Vérificateur	Relations internationales	36
Fonds de financement et Rapport du Vérificateur	Finances	41
Fonds de gestion des départs assistés et Rapport du Vérificateur	Conseil du trésor	(*)
Fonds de la formation à distance	Éducation	(*)
Fonds de la gestion des immeubles du Québec à l'étranger et Rapport du Vérificateur	Relations internationales	48
Fonds de la réforme du cadastre québécois et Rapport du Vérificateur	Ressources naturelles	55
Fonds de l'assurance-médicaments et Rapport du Vérificateur	Santé et Services sociaux	60
Fonds de l'état civil et Rapport du Vérificateur	Relations avec les citoyens et Immigration	63
Fonds de l'industrie des courses de chevaux et Rapport du Vérificateur	Industrie, Commerce, Science et Technologie	69
Fonds de l'information gouvernementale et Rapport du Vérificateur	Relations avec les citoyens et Immigration	(*)

TABLE DES MATIÈRES (suite)

ÉTATS FINANCIERS DES FONDS SPÉCIAUX ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1997	RESPONSABILITÉ MINISTÉRIELLE	PAGE
Fonds de perception et Rapport du Vérificateur	Revenu	71
Fonds des cautionnements des agents de voyages et Rapport du Vérificateur	Relations avec les citoyens et Immigration	78
Fonds des contributions des automobilistes au transport en commun et Rapport du Vérificateur	Transports	84
Fonds des pensions alimentaires et Rapport du Vérificateur	Revenu	87
Fonds des registres du ministère de la Justice et Rapport du Vérificateur	Justice	92
Fonds des services de police et Rapport du Vérificateur	Sécurité publique	(*)
Fonds des services de santé et Rapport du Vérificateur	Finances	99
Fonds des services gouvernementaux et Rapport du Vérificateur	Conseil du trésor	(*)
Fonds des technologies de l'information sous la responsabilité de la ministre de la Sécurité du revenu et ministre d'État de l'Emploi et de la Solidarité et Rapport du Vérificateur	Emploi, Solidarité et Condition féminine	(*)
Fonds des technologies de l'information du Conseil du trésor et Rapport du Vérificateur	Conseil du trésor	102
Fonds des technologies de l'information du ministère des Finances et Rapport du Vérificateur	Finances	(*)
Fonds des technologies de l'information du ministère du Revenu et Rapport du Vérificateur	Revenu	(*)
Fonds d'information géographique et foncière et Rapport du Vérificateur	Ressources naturelles	105
Fonds du Bureau de la statistique du Québec et Rapport du Vérificateur	Finances	110
Fonds en fidéicomis et Rapport du Vérificateur	Finances	114
Fonds forestier et Rapport du Vérificateur	Ressources naturelles	116
Fonds national de formation de la main-d'oeuvre et Rapport du Vérificateur	Emploi, Solidarité et Condition féminine	120
Fonds pour la vente de biens et services du ministère des Ressources naturelles et Rapport du Vérificateur	Ressources naturelles	123
Fonds spécial olympique et Rapport du Vérificateur	Finances	128

(*) États financiers vérifiés non disponibles à la date de publication.

ÉTATS FINANCIERS DES FONDS SPÉCIAUX
ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1997

FONDS ADMINISTRÉS PAR LA RÉGIE DES MARCHÉS AGRICOLES ET ALIMENTAIRES DU QUÉBEC
(L.R.Q., c. M-35.1 et c. P-30)
FONDS D'ASSURANCE-GARANTIE
REVENUS ET DÉPENSES ET SOLDE DU FONDS
de l'année financière terminée le 31 mars 1997

	1997	1996
REVENUS		
Primes	97 191 \$	95 623 \$
Revenus de placements (note 3)	241 794	265 717
	<u>338 985</u>	<u>361 340</u>
DÉPENSES		
Réclamations en exécution de garantie	59 346	126 523
	<u>279 639</u>	<u>234 817</u>
EXCÉDENT DES REVENUS SUR LES DÉPENSES	279 639	234 817
SOLDE DU FONDS AU DÉBUT	2 425 596	2 190 779
SOLDE DU FONDS À LA FIN	<u>2 705 235 \$</u>	<u>2 425 596 \$</u>

BILAN
au 31 mars 1997

	1997	1996
ACTIF		
FONDS D'ASSURANCE-GARANTIE		
Encaisse	115 026 \$	1 744 \$
À recevoir du Fonds en fidéicomis (note 5)		184 000
Dépôts au Fonds général de la Caisse de dépôt et placement du Québec:		
Dépôts à vue et intérêts courus	64 310	71 291
Dépôts à participation (note 4)	2 584 472	2 241 809
	<u>2 763 808 \$</u>	<u>2 498 844 \$</u>
PASSIF		
FONDS D'ASSURANCE-GARANTIE		
Réclamation en exécution de garantie à payer	58 573 \$	73 248 \$
Solde du fonds	2 705 235	2 425 596
	<u>2 763 808 \$</u>	<u>2 498 844 \$</u>

FONDS EN FIDÉICOMIS (note 5)

POLICES DE GARANTIE (note 6)

Pour la Régie,
Jean-Yves Lavoie
Jean Bertrand

FONDS ADMINISTRÉS PAR LA RÉGIE DES MARCHÉS AGRICOLES ET ALIMENTAIRES DU QUÉBEC**NOTES COMPLÉMENTAIRES**

31 mars 1997

1. CONSTITUTION ET OBJET

La Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec a été constituée par une loi spéciale (L.R.Q., chapitre M-35.1).

La Régie a pour fonctions de favoriser une mise en marché efficace et ordonnée des produits agricoles et alimentaires, le développement de relations harmonieuses entre les différents intervenants, le règlement de litiges qui surviennent dans le cadre de la production et de la mise en marché de ces produits en tenant compte des intérêts des consommateurs et de la protection de l'intérêt public. La Régie exerce les mêmes fonctions dans le cadre de la mise en marché des produits de la pêche. De plus, elle administre les fonds suivants: le Fonds d'assurance-garantie et le Fonds en fidéicomis.

Fonds d'assurance-garantie

Le Fonds d'assurance-garantie résulte de l'application par la Régie de la section V - Polices de garantie, de la Loi sur les produits laitiers et leurs succédanés (L.R.Q., chapitre P-30).

La Régie délivre des polices de garantie aux marchands de lait pour couvrir le paiement des sommes que doit ou pourra devoir un marchand de lait à ses producteurs ou à l'organisme chargé d'appliquer un plan conjoint. Les primes perçues de même que tout autre revenu net applicable à ce Fonds doivent servir exclusivement au paiement des réclamations en vertu des polices délivrées par la Régie. Nul ne peut être marchand de lait s'il ne détient une police de garantie délivrée par la Régie. Le ministre des Finances peut, avec l'autorisation du Gouvernement, avancer à la Régie les sommes nécessaires à l'acquittement des obligations de cette dernière en vertu des polices de garantie.

Fonds en fidéicomis

Le Fonds en fidéicomis résulte de l'application par la Régie de l'article 4 du Règlement sur la police de garantie du paiement du lait et de la crème édicté en vertu de la Loi sur les produits laitiers et leurs succédanés.

Lorsque la Régie n'est pas satisfaite de la solvabilité d'un marchand, elle peut exiger de celui-ci d'autres conditions qu'elle juge nécessaires pour assurer le paiement du lait et de la crème livrés à ce marchand de lait par les producteurs.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers des fonds administrés par la Régie ont été préparés par la direction, selon les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations. L'état de l'évolution de la situation financière du Fonds d'assurance-garantie n'est pas présenté, car il n'apporterait pas de renseignements supplémentaires utiles pour la compréhension des mouvements de trésorerie durant l'exercice.

Fonds d'assurance-garantie

Les opérations relatives au Fonds d'assurance-garantie sont inscrites selon la méthode de la comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous.

Remboursement des réclamations

Les réclamations de producteurs ou de l'organisme chargé d'appliquer un plan conjoint sont comptabilisées lorsqu'elles sont connues.

Dépôts au Fonds général de la Caisse de dépôt et placement du Québec

Les dépôts à participation sont comptabilisés au coût d'acquisition.

Frais d'administration des fonds administrés par la Régie

Les frais d'administration de ces fonds sont assumés par le Fonds consolidé du revenu.

FONDS ADMINISTRÉS PAR LA RÉGIE DES MARCHÉS AGRICOLES ET ALIMENTAIRES DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1997

3. REVENUS DE PLACEMENTS

	1997	1996
Fonds général de la Caisse de dépôt et placement du Québec:		
Dépôts à participation	239 272 \$	245 213 \$
Dépôt à vue	2 522	3 682
Gain (perte) sur aliénation d'unités de participation		16 822
	241 794 \$	265 717 \$

4. DÉPÔTS À PARTICIPATION

Les dépôts à participation au Fonds général de la Caisse de dépôt et placement du Québec sont exprimés en unités et chaque unité confère à son détenteur une participation proportionnelle à l'avoir net et au revenu net du Fonds général. Les unités sont remboursables sur préavis selon les modalités des règlements de la Caisse, à la valeur marchande de l'avoir net du Fonds général à la fin de chaque mois.

	1997	1996
Nombre d'unités	3 088	2 695
Valeur marchande par unité	892 \$	862 \$
Coût d'acquisition des unités	2 584 472	2 241 809
Valeur marchande des unités	2 755 304	2 322 325

5. FONDS EN FIDÉICOMMIS

Le ministère des Finances détient en fidéicommis, pour le compte de la Régie, un montant de 20 000 \$ déposé par un centre régional de grains aux fins de garantir sa solvabilité.

	1997	1996
Évolution du solde du Fonds de l'exercice terminé le 31 mars 1997		
Solde du début	20 000 \$	219 000 \$
Réclamation en exécution de garantie:		
Païement par le Fonds d'assurance-garantie		(184 000)
Païement par le Fonds en fidéicommis		(15 000)
		(199 000)
Solde à la fin	20 000 \$	20 000 \$
 Le solde du fonds est représenté par:		
Placements - au coût	20 000 \$	204 000 \$
Dû au Fonds d'assurance-garantie		(184 000)
	20 000 \$	20 000 \$

6. POLICES DE GARANTIE

Les polices de garantie émises par la Régie assurent la valeur représentant les trois plus fortes réceptions mensuelles de lait et de crème provenant des producteurs au cours de l'année financière précédente. Les polices en vigueur au cours de l'exercice ont totalisé 404 M\$ (372 M\$ exercice 1995-1996).

FONDS ADMINISTRÉS PAR LA RÉGIE DES MARCHÉS AGRICOLES ET ALIMENTAIRES DU QUÉBEC**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR**

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan du fonds d'assurance-garantie administré par la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec au 31 mars 1997 ainsi que l'état des revenus et dépenses et du solde de ce Fonds de l'année financière terminée à cette date. J'ai aussi vérifié l'évolution du solde du Fonds en fidéicommis, administré par la Régie, tel que présenté à la note 5. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Régie. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

À l'exception de ce qui est mentionné dans le paragraphe ci-dessous, ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Selon les conventions comptables du Fonds d'assurance-garantie, les réclamations des producteurs ou de l'organisme chargé d'appliquer un plan conjoint sont comptabilisées lorsqu'elles sont connues. La Régie n'a pas évalué les pertes éventuelles relativement à ces réclamations. Je n'ai donc pu vérifier si une provision pour réclamations éventuelles aurait dû être comptabilisée. Par conséquent, je n'ai pu déterminer si certains redressements auraient dû être apportés au passif du Fonds d'assurance-garantie au 31 mars 1997 ainsi qu'aux dépenses, à l'excédent des revenus sur les dépenses et au solde de ce Fonds pour l'année financière terminée à cette date.

À mon avis, à l'exception de l'effet des éventuels redressements que j'aurais pu juger nécessaires si j'avais été en mesure de vérifier la provision pour réclamations éventuelles mentionnées au paragraphe précédent, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière des fonds administrés par la Régie au 31 mars 1997, ainsi que les résultats des opérations du Fonds d'assurance-garantie et l'évolution de la situation financière de ces fonds pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le Vérificateur général du Québec,
Guy Breton, FCA

Québec, le 23 juin 1997

FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME
(L.R.Q., c. M-30)

REVENUS ET DÉPENSES ET EXCÉDENT
de l'année financière terminée le 31 mars 1997

	1997			1996
	Aide à l'action humanitaire internationale	Aide à l'action communautaire autonome	Total	Total
REVENUS				
Contribution de Loto-Québec (note 3)	1 628 452 \$	8 072 767 \$	9 701 219 \$	9 440 552 \$
DÉPENSES DE TRANSFERT				
Carrefours Jeunesse-Emploi Organismes communautaires Projets spécifiques d'intervention		3 261 883	3 261 883	1 394 537
Maisons de jeunes		2 371 069	2 371 069	359 623
Corporations de dévelop- pement communautaire		1 307 000	1 307 000	78 000
Tables de concertation des groupes de femmes		766 000	766 000	362 500
Centres d'action bénévole		384 000	384 000	136 000
Autres regroupements		207 000	207 000	
		646 250	646 250	
		8 943 202	8 943 202	2 330 660
FRAIS D'ADMINISTRATION (note 4)				
		1 548 065	1 548 065	964 335
		10 491 267	10 491 267	3 294 995
EXCÉDENT DES (DÉPENSES SUR LES REVENUS) REVENUS SUR LES DÉPENSES				
	1 628 452	(2 418 500)	(790 048)	6 145 557
EXCÉDENT AU DÉBUT				
		6 145 557	6 145 557	
EXCÉDENT À LA FIN				
	1 628 452 \$	3 727 057 \$	5 355 509 \$	6 145 557 \$

FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME

BILAN
au 31 mars 1997

	1997	1996
ACTIF		
À court terme		
Encaisse	5 775 \$	
Débiteurs	5 210	
Avances au Fonds consolidé du revenu	5 798 352	6 283 659 \$
Immobilisations (note 5)	38 379	58 376
	<u>5 847 716 \$</u>	<u>6 342 035 \$</u>
PASSIF		
À court terme		
Créditeurs et frais courus	492 207 \$	196 478 \$
EXCÉDENT		
Aide à l'action communautaire autonome	3 727 057	6 145 557
Aide à l'action humanitaire internationale	1 628 452	
	<u>5 355 509</u>	<u>6 145 557</u>
	<u>5 847 716 \$</u>	<u>6 342 035 \$</u>
ENGAGEMENTS (note 6)		

Danielle-Maude Gosselin
Directrice générale

FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 1997**1. CONSTITUTION ET OBJET**

Le Fonds d'aide à l'action communautaire autonome, constitué par la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (L.R.Q., chapitre M-30), a pour objet le financement de l'aide à l'action communautaire autonome et de l'aide humanitaire internationale.

Ce Fonds est administré par le ministre d'État de l'Emploi et de la Solidarité pour les activités relatives à l'action communautaire autonome et par le ministre des Relations internationales pour les activités relatives à l'action humanitaire internationale.

Le mode de gestion et de financement du Fonds, prévu dans sa loi constitutive, précise notamment que les intérêts produits par les sommes constituant le Fonds ne font pas partie du Fonds. Ces intérêts sont versés au Fonds consolidé du revenu et ne sont pas présentés à l'état des revenus et dépenses et excédent.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de la comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations. L'état de l'évolution de la situation financière n'est pas présenté, car il n'apporterait pas de renseignements supplémentaires utiles pour la compréhension des mouvements de trésorerie durant l'année financière.

Dépenses de transfert

Les aides financières accordées dans le cadre des activités du Fonds sont comptabilisées lorsqu'elles sont exigibles en vertu de protocoles d'entente.

Immobilisations

Les acquisitions d'immobilisations de 1 000 \$ et plus, sur la base d'une unité distincte, sont inscrites au coût. Elles sont amorties selon la méthode de l'amortissement dégressif selon les taux suivants:

Mobilier de bureau	20 %
Équipement informatique et bureautique	30 %

3. REVENUS

En vertu de la Loi sur la Société des loteries du Québec (L.R.Q., chapitre S-13.1), Loto-Québec verse au Fonds, aux fins de l'aide à l'action communautaire autonome, une somme correspondant à 5 % du bénéfice net réalisé au cours de son exercice financier précédent relativement à l'exploitation des casinos d'État et à la gestion des commerces qui y contribuent et, aux fins de l'aide humanitaire internationale, une somme correspondant à 1 % de ce même bénéfice.

4. FRAIS D'ADMINISTRATION

Les frais d'administration relatifs à l'aide à l'action communautaire autonome se détaillent comme suit:

	1997	1996
Traitements et avantages sociaux	1 176 380 \$	619 579 \$
Services de transport et de communication	90 508	90 933
Services professionnels et administratifs	129 321	39 912
Loyers et location d'équipement	99 152	60 206
Entretien et réparations	1 769	37 063
Fournitures	24 731	19 956
Matériel et équipement	6 207	18 371
Frais financiers		52 650
Amortissement des immobilisations	15 978	24 430
Autres	4 019	1 235
	<u>1 548 065 \$</u>	<u>964 335 \$</u>

FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1997

5. IMMOBILISATIONS

	1997			1996
	Coût	Amortissement cumulé	Net	Net
Mobilier de bureau	4 119 \$	1 483 \$	2 636 \$	3 295 \$
Équipement informatique et bureautique	72 945	37 202	35 743	55 081
	<u>77 064 \$</u>	<u>38 685 \$</u>	<u>38 379 \$</u>	<u>58 376 \$</u>

6. ENGAGEMENTS

Le Fonds s'est engagé par protocoles d'entente à soutenir financièrement les corporations de développement communautaire et les tables de concertation des groupes de femmes. Le solde des engagements au 31 mars 1997 s'établit à 1 234 000 \$.

Par ailleurs, le Fonds s'était engagé par protocoles d'entente de trois ans à soutenir financièrement les Carrefours Jeunesse-Emploi. L'administration de ce programme a été transférée au ministère de la Sécurité du revenu le 17 février 1997. Selon une entente avec ce ministère, le solde des engagements du Fonds au 31 mars 1997 à l'égard des Carrefours Jeunesse-Emploi s'établit à 2 883 674 \$.

7. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers, le Fonds est apparenté avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. Le Fonds n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

8. RÉGIME DE RETRAITE

Les membres du personnel du Fonds participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF). Ces régimes sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Les cotisations du Fonds imputées aux frais d'administration de l'année financière s'élèvent à 47 894 \$ (1996: 26 914 \$). Les obligations du Fonds envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR**

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan du Fonds d'aide à l'action communautaire autonome du gouvernement du Québec au 31 mars 1997 ainsi que l'état des revenus et dépenses et de l'excédent de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1997 ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, FCA

Québec, le 12 juin 1997

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS
(L.R.Q., c. A-13.2)

OPÉRATIONS ET EXCÉDENT
de l'année financière terminée le 31 mars 1997

	1997	1996
REVENUS		
Suramendes compensatoires et contributions pénales	1 361 277 \$	1 399 121 \$
DÉPENSES		
Subventions:		
Aux Centres d'aide	790 000	765 000
À SOS - Violence conjugale	200 000	200 000
Aux projets spéciaux	40 000	40 000
	1 030 000	1 005 000
Traitements et avantages sociaux	273 230	321 545
Services professionnels	8 820	12 093
Loyers	44 618	41 471
Services de communication	38 248	38 548
Frais de déplacement et colloques	15 950	25 032
Publicité	586	2 011
Mobilier et équipement	4 550	979
Fournitures et approvisionnements	3 485	3 278
Abonnements	1 043	1 704
Frais de formation	2 750	1 780
	1 423 280	1 453 441
PERTE NETTE	62 003	54 320
EXCÉDENT AU DÉBUT	884 425	938 745
EXCÉDENT À LA FIN	822 422 \$	884 425 \$

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

BILAN
au 31 mars 1997

	1997	1996
ACTIF		
À court terme		
Encaisse	537 533 \$	380 674 \$
Placement temporaire, au coût	300 000	500 000
Frais payés d'avance	5 054	3 751
	<u>842 587 \$</u>	<u>884 425 \$</u>
PASSIF		
À court terme		
Créditeurs et frais courus	20 165 \$	
EXCÉDENT	<u>822 422</u>	<u>844 425 \$</u>
	<u>842 587 \$</u>	<u>844 425 \$</u>

Christine Viens
 Administratrice du Fonds d'aide
 aux victimes d'actes criminels

Michel Bouchard
 Sous-ministre de la Justice

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS**NOTES COMPLÉMENTAIRES****31 mars 1997**

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels, constitué par la Loi sur l'aide aux victimes d'actes criminels (L.R.Q., chapitre A-13.2), a pour objet le financement des services d'aide aux victimes d'actes criminels.

Ce Fonds est administré par le ministre de la Justice et le mode de gestion, de financement et d'opération du Fonds est fixé dans sa loi constitutive. Les dépenses du Fonds comprennent les frais du Bureau d'aide aux victimes d'actes criminels du ministère de la Justice.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations. L'état de l'évolution de la situation financière du Fonds n'est pas présenté, car il n'apporterait pas de renseignements supplémentaires utiles pour la compréhension des mouvements de trésorerie durant l'exercice.

Opérations

Les revenus de suramendes compensatoires et de contributions pénales sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité de caisse alors que les autres opérations du Fonds sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Mobilier et équipement

Les acquisitions de mobilier et d'équipement sont imputées aux opérations.

Encaisse et placement temporaire

Les surplus de liquidité du Fonds sont versés dans un compte de gestion sous la responsabilité du ministère des Finances. Conformément à une politique gouvernementale, les intérêts perçus sur les placements temporaires provenant de ces surplus ainsi que sur l'encaisse sont versés au Fonds consolidé du revenu et ne sont pas présentés dans l'état des opérations et de l'excédent.

3. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers, le Fonds est apparenté avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. Le Fonds n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

5. RÉGIME DE RETRAITE

Les membres du personnel du Fonds participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP). Ce régime est à prestations déterminées et comporte des garanties à la retraite et au décès.

Les cotisations du Fonds imputées aux opérations de l'année financière s'élèvent à 13 065 \$ (1996: 15 827 \$). Les obligations du Fonds envers ce régime gouvernemental se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR**

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan du Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels du gouvernement du Québec au 31 mars 1997 ainsi que l'état des opérations et de l'excédent de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1997, ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, FCA

Québec, le 27 juin 1997

**FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS DE COLLÈGES
D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL ET PROFESSIONNEL DU QUÉBEC
(L.R.Q., c. C-29)
REVENUS ET DÉPENSES
de l'année financière terminée le 31 mars 1997**

	1997	1996
REVENUS		
Intérêts sur dépôts bancaires et placements	13 013 283 \$	15 567 120 \$
Amortissement des escomptes et primes sur obligations	(770 565)	(3 142 069)
Gains sur aliénations de placements (note 3)	7 045 048	9 476 455
	<u>19 287 766</u>	<u>21 901 506</u>
DÉPENSES		
Frais de garde	3 038	10 356
REVENU AVANT ÉLÉMENT SUIVANT	<u>19 284 728</u>	<u>21 891 150</u>
Perte sur contrat d'échange de taux d'intérêt (note 4)	(5 971 485)	(8 833 118)
REVENU NET	<u>13 313 243 \$</u>	<u>13 058 032 \$</u>

**SOLDE DU FONDS
de l'année financière terminée le 31 mars 1997**

	1997	1996
SOLDE DU FONDS - CAPITAL		
Solde au début	153 475 000 \$	144 503 000 \$
Contributions du gouvernement du Québec	37 638 000	37 525 000
Remboursements du principal des obligations	(30 373 000)	(28 553 000)
Solde à la fin	<u>160 740 000</u>	<u>153 475 000</u>
SOLDE DU FONDS - REVENUS ACCUMULÉS		
Solde au début		1 156 393
Revenu net	13 313 243	13 058 032
Remboursements d'emprunts (principal et intérêts)	(13 313 243)	(14 214 425)
Solde à la fin	<u></u>	<u></u>
SOLDE DU FONDS	<u>160 740 000 \$</u>	<u>153 475 000 \$</u>

**FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS DE COLLÈGES
D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL ET PROFESSIONNEL DU QUÉBEC**

BILAN
au 31 mars 1997

	1997	1996
ACTIF		
Placements (note 5)	161 539 386 \$	164 630 605 \$
Intérêts courus	3 650 482	3 848 712
Encaisse	1 479 649	49 642
Débiteur	41 968	
	<u>166 711 485 \$</u>	<u>168 528 959 \$</u>
 PASSIF		
Créditeurs	5 971 485 \$	15 053 959 \$
SOLDE DU FONDS	160 740 000	153 475 000
	<u>166 711 485 \$</u>	<u>168 528 959 \$</u>

François Martel
Administrateur du Fonds

Gilles Godbout
Sous-ministre des Finances

**FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS DE COLLÈGES
D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL ET PROFESSIONNEL DU QUÉBEC**

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 1997

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de collèges d'enseignement général et professionnel du Québec a été institué en vertu de l'article 28.1 de la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel (L.R.Q., chapitre C-29).

Le Fonds a pour objet d'acquitter à même les montants déposés par le ministre de l'Éducation, le principal des obligations émises par un collège d'enseignement général et professionnel déterminé par le ministre et à même les produits ou revenus de ce Fonds, les emprunts (principal et intérêts) de tout collège d'enseignement général et professionnel du Québec.

Le ministre des Finances est chargé par la loi précitée de gérer le Fonds.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de la comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations. L'état de l'évolution de la situation financière n'est pas présenté, car il n'apporterait pas de renseignements supplémentaires utiles pour la compréhension des mouvements de trésorerie durant l'année financière.

Placements en obligations

Les placements en obligations sont comptabilisés au coût amorti.

Les escomptes ou les primes sont amortis sur la durée restante de chaque titre en fonction d'un taux de rendement constant.

Frais d'administration

Les frais d'administration du Fonds, défrayés à même les crédits du ministère des Finances, ne sont pas présentés dans l'état des revenus et dépenses.

3. GAINS SUR ALIÉNATIONS DE PLACEMENTS

Les gains sur les ventes de titres obligataires aux autres fonds d'amortissement administrés par le ministre des Finances, effectuées au cours de l'année financière, s'élèvent à 2 369 277 \$ (1996: 121 118 \$).

4. PERTE SUR CONTRAT D'ÉCHANGE DE TAUX D'INTÉRÊT

De façon à réduire les fluctuations des revenus du Fonds d'une année à l'autre, le ministre des Finances garantit un taux de rendement sur l'avoir moyen prévu du Fonds.

En vertu de la politique adoptée à cet effet, l'assurance d'un taux de rendement garanti prend la forme d'un contrat d'échange de taux d'intérêt entre le Fonds et le Fonds d'amortissement des emprunts du gouvernement du Québec. Ce dernier paie au Fonds des revenus calculés en appliquant le taux de rendement garanti à l'avoir moyen prévu du Fonds et reçoit un taux variable calculé sur la base des revenus effectivement réalisés par le Fonds, comprenant les intérêts ainsi que les gains et pertes en capital sur l'avoir réel du Fonds. Le taux de rendement garanti pour la présente année financière est de 8,29 %.

5. PLACEMENTS

	1997	1996
Obligations - à la valeur nominale	142 467 000 \$	144 653 000 \$
Solde non amorti des primes déduites des escomptes	14 106 386	5 152 605
	156 573 386	149 805 605
Placements à court terme - au coût	4 966 000	14 825 000
	161 539 386 \$	164 630 605 \$

Au 31 mars 1997, la valeur marchande des obligations est de 162 119 833 \$ (1996: 152 953 565 \$).

**FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS DE COLLÈGES
D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL ET PROFESSIONNEL DU QUÉBEC**

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan du Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de collèges d'enseignement général et professionnel du Québec au 31 mars 1997 ainsi que l'état des revenus et dépenses et l'état du solde du Fonds de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1997, ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, FCA

Québec, le 12 août 1997

FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS DE COMMISSIONS SCOLAIRES DU QUÉBEC
(L.R.Q., c. I-13.3)

REVENUS ET DÉPENSES
de l'année financière terminée le 31 mars 1997

	1997	1996
REVENUS		
Intérêts sur dépôts bancaires et placements	26 760 042 \$	29 576 394 \$
Amortissement des escomptes et primes sur obligations	(1 404 619)	(883 282)
Gains sur aliénations de placements (note 3)	11 598 067	9 826 202
	<u>36 953 490</u>	<u>38 519 314</u>
DÉPENSES		
Frais de garde	5 003	18 524
REVENU AVANT ÉLÉMENT SUIVANT	<u>36 948 487</u>	<u>38 500 790</u>
Perte sur contrat d'échange de taux d'intérêt (note 4)	(10 650 617)	(11 994 670)
REVENU NET	<u>26 297 870 \$</u>	<u>26 506 120 \$</u>

SOLDE DU FONDS
de l'année financière terminée le 31 mars 1997

	1997	1996
SOLDE DU FONDS - CAPITAL		
Solde au début	302 790 500 \$	316 418 500 \$
Contributions du gouvernement du Québec	62 570 000	66 150 000
Remboursements du principal des obligations	(40 920 000)	(79 778 000)
Solde à la fin	<u>324 440 500</u>	<u>302 790 500</u>
SOLDE DU FONDS - REVENUS CUMULÉS		
Solde au début	7 765	1 201 645
Revenu net	26 297 870	26 506 120
Remboursements d'emprunts (principal et intérêts)	(26 297 870)	(27 700 000)
Solde à la fin	<u>7 765</u>	<u>7 765</u>
SOLDE DU FONDS	<u>324 448 265 \$</u>	<u>302 798 265 \$</u>

FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS DE COMMISSIONS SCOLAIRES DU QUÉBEC

BILAN
au 31 mars 1997

	1997	1996
ACTIF		
Placements (note 5)	326 604 698 \$	307 917 158 \$
Intérêts courus	6 419 459	5 975 852
Encaisse	2 074 725	899 925
	<u>335 098 882 \$</u>	<u>314 792 935 \$</u>
 PASSIF		
Créditeur	10 650 617 \$	11 994 670 \$
SOLDE DU FONDS	324 448 265	302 798 265
	<u>335 098 882 \$</u>	<u>314 792 935 \$</u>

François Martel
Administrateur du Fonds

Gilles Godbout
Sous-ministre des Finances

FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS DE COMMISSIONS SCOLAIRES DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 1997

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de commissions scolaires du Québec a été institué en vertu de l'article 476 de la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q. chapitre I-13.3).

Le Fonds a pour objet d'acquitter à même les montants déposés par le ministre de l'Éducation, le principal des obligations émises par une commission scolaire déterminée par le ministre et à même les produits ou revenus de ce Fonds, les emprunts (principal et intérêts) de toute commission scolaire.

Le ministre des Finances est chargé par la loi précitée de gérer ce Fonds.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de la comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations. L'état de l'évolution de la situation financière n'est pas présenté, car il n'apporterait pas de renseignements supplémentaires utiles pour la compréhension des mouvements de trésorerie durant l'année financière.

Placements en obligations

Les placements en obligations sont comptabilisés au coût amorti.

Les escomptes ou les primes sont amortis sur la durée restante de chaque titre selon un taux de rendement constant.

Frais d'administration

Les frais d'administration du Fonds, défrayés à même les crédits du ministère des Finances, ne sont pas présentés dans l'état des revenus et dépenses.

3. GAINS SUR ALIÉNATIONS DE PLACEMENTS

Les gains sur les ventes de titres obligataires aux autres fonds d'amortissement administrés par le ministre des Finances, effectuées au cours de l'année financière, s'élèvent à 466 711 \$ (1996: 6 550 665 \$).

4. PERTE SUR CONTRAT D'ÉCHANGE DE TAUX D'INTÉRÊT

De façon à réduire les fluctuations des revenus du Fonds d'une année à l'autre, le ministre des Finances garantit un taux de rendement sur l'avoir moyen prévu du Fonds.

En vertu de la politique adoptée à cet effet, l'assurance d'un taux de rendement garanti prend la forme d'un contrat d'échange de taux d'intérêt entre le Fonds et le Fonds d'amortissement des emprunts du gouvernement du Québec. Ce dernier paie au Fonds des revenus calculés en appliquant le taux de rendement garanti à l'avoir moyen prévu du Fonds et reçoit un taux variable calculé sur la base des revenus effectivement réalisés par le Fonds, comprenant les intérêts ainsi que les gains et pertes en capital sur l'avoir réel du Fonds. Le taux de rendement garanti pour la présente année financière est de 8,29 %.

5. PLACEMENTS

	1997	1996
Obligations - à la valeur nominale	295 411 000 \$	302 207 000 \$
Solde non amorti des primes		
déduites des escomptes		
(des escomptes déduits		
des primes)	24 194 698	(8 879 842)
	319 605 698	293 327 158
Placements à court terme - au coût	6 999 000	14 590 000
	326 604 698 \$	307 917 158 \$

Au 31 mars 1997, la valeur marchande des obligations est de 329 334 695 \$ (1996: 298 126 106 \$).

FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS DE COMMISSIONS SCOLAIRES DU QUÉBEC**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR**

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan du Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de commissions scolaires du Québec au 31 mars 1997 ainsi que l'état des revenus et dépenses et l'état du solde du Fonds de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1997, ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, FCA

Québec, le 12 août 1997

FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS D'ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES DU QUÉBEC
(L.R.Q., c. I-17)

REVENUS ET DÉPENSES
de l'année financière terminée le 31 mars 1997

	1997	1996
REVENUS		
Intérêts sur dépôts bancaires et placements	13 052 662 \$	14 707 029 \$
Amortissement des escomptes et primes sur obligations	(660 990)	(1 546 867)
Gains sur aliénations de placements (note 3)	3 125 980	6 363 682
	<u>15 517 652</u>	<u>19 523 844</u>
DÉPENSES		
Frais de garde	2 271	9 452
REVENU AVANT ÉLÉMENT SUIVANT	<u>15 515 381</u>	<u>19 514 392</u>
Perte sur contrat d'échange de taux d'intérêt (note 4)	(1 459 124)	(5 842 936)
REVENU NET	<u>14 056 257 \$</u>	<u>13 671 456 \$</u>

SOLDE DU FONDS
de l'année financière terminée le 31 mars 1997

	1997	1996
SOLDE DU FONDS - CAPITAL		
Solde au début	138 807 000 \$	114 789 000 \$
Contributions du gouvernement du Québec	49 490 000	47 648 000
Remboursements du principal des obligations	(5 243 000)	(23 630 000)
Solde à la fin	<u>183 054 000</u>	<u>138 807 000</u>
SOLDE DU FONDS - REVENUS CUMULÉS		
Solde au début	12 230 743	10 559 287
Revenu net	14 056 257	13 671 456
Remboursements d'emprunts (principal et intérêts)	(14 584 343)	(12 000 000)
Solde à la fin	<u>11 702 657</u>	<u>12 230 743</u>
SOLDE DU FONDS	<u>194 756 657 \$</u>	<u>151 037 743 \$</u>

FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS D'ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES DU QUÉBEC

BILAN
au 31 mars 1997

	1997	1996
ACTIF		
Placements (note 5)	191 402 640 \$	154 171 937 \$
Intérêts courus	2 656 591	2 707 267
Encaisse	2 156 550	1 475
	<u>196 215 781 \$</u>	<u>156 880 679 \$</u>
 PASSIF		
Créditeur	1 459 124 \$	5 842 936 \$
SOLDE DU FONDS	<u>194 756 657</u>	<u>151 037 743</u>
	<u>196 215 781 \$</u>	<u>156 880 679 \$</u>

François Martel
 Administrateur du Fonds

Gilles Godbout
 Sous-ministre des Finances

FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS D'ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 1997

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'établissements universitaires du Québec a été institué en vertu de l'article 6.1 de la Loi sur les investissements universitaires (L.R.Q., chapitre I-17).

Le Fonds a pour objet d'acquitter à même les montants déposés par le ministre de l'Éducation, le principal des obligations émises par un établissement universitaire et à même les produits ou revenus de ce Fonds, les emprunts (principal et intérêts) de tout établissement universitaire.

Le ministre des Finances est chargé par la loi précitée de gérer ce Fonds.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de la comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations. L'état de l'évolution de la situation financière n'est pas présenté, car il n'apporterait pas de renseignements supplémentaires utiles pour la compréhension des mouvements de trésorerie durant l'année financière.

Placements en obligations

Les placements en obligations sont comptabilisés au coût amorti.

Les escomptes ou les primes sont amortis sur la durée restante de chaque titre en fonction d'un taux de rendement constant.

Frais d'administration

Les frais d'administration du Fonds, défrayés à même les crédits du ministère des Finances, ne sont pas présentés dans l'état des revenus et dépenses.

3. GAINS SUR ALIÉNATIONS DE PLACEMENTS

Les gains sur les ventes de titres obligataires aux autres fonds d'amortissement administrés par le ministre des Finances, effectuées au cours de l'année financière, s'élèvent à 1 834 993 \$ (1996: 3 984 587 \$).

4. PERTE SUR CONTRAT D'ÉCHANGE DE TAUX D'INTÉRÊT

De façon à réduire les fluctuations des revenus du Fonds d'une année à l'autre, le ministre des Finances garantit un taux de rendement sur l'avoir moyen prévu du Fonds.

En vertu de la politique adoptée à cet effet, l'assurance d'un taux de rendement garanti prend la forme d'un contrat d'échange de taux d'intérêt entre le Fonds et le Fonds d'amortissement des emprunts du gouvernement du Québec. Ce dernier paie au Fonds des revenus calculés en appliquant le taux de rendement garanti à l'avoir moyen prévu du Fonds et reçoit un taux variable calculé sur la base des revenus effectivement réalisés par le Fonds, comprenant les intérêts ainsi que les gains et pertes en capital sur l'avoir réel du Fonds. Le taux de rendement garanti pour la présente année financière est de 8,29 %.

5. PLACEMENTS

	1997	1996
Obligations - à la valeur nominale	135 959 000 \$	119 845 000 \$
Solde non amorti des primes		
déduites des escomptes	8 359 800	6 268 262
	144 318 800	126 113 262
Placements à court terme - au coût	47 083 840	28 058 675
	191 402 640 \$	154 171 937 \$

Au 31 mars 1997, la valeur marchande des obligations est de 149 655 064 \$ (1996: 127 878 041 \$).

FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS D'ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES DU QUÉBEC**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR**

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan du Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'établissements universitaires du Québec au 31 mars 1997 ainsi que l'état des revenus et dépenses et l'état du solde du Fonds de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1997, ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, FCA

Québec, le 12 août 1997

**FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS D'ORGANISMES DE SANTÉ
ET DE SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC
(L.R.Q., c. S-5)
REVENUS ET DÉPENSES
de l'année financière terminée le 31 mars 1997**

	1997	1996
REVENUS		
Intérêts sur dépôts bancaires et placements	18 271 120 \$	22 560 183 \$
Amortissement des escomptes et primes sur obligations	2 263 070	3 696 953
Gains sur aliénations de placements (note 3)	22 282 673	15 304 325
	<u>42 816 863</u>	<u>41 561 461</u>
DÉPENSES		
Frais de garde	6 807	15 289
REVENU AVANT ÉLÉMENT SUIVANT	<u>42 810 056</u>	<u>41 546 172</u>
Perte sur contrat d'échange de taux d'intérêt (note 4)	(19 137 049)	(18 404 497)
REVENU NET	<u>23 673 007 \$</u>	<u>23 141 675 \$</u>

**SOLDE DU FONDS
de l'année financière terminée le 31 mars 1997**

	1997	1996
SOLDE DU FONDS - CAPITAL		
Solde au début	271 185 000 \$	257 023 000 \$
Contributions du gouvernement du Québec	56 054 000	62 632 000
Remboursements du principal des obligations	(37 320 000)	(48 470 000)
Solde à la fin	<u>289 919 000</u>	<u>271 185 000</u>
SOLDE DU FONDS - REVENUS CUMULÉS		
Solde au début	7 759 381	61 967
Revenu net	23 673 007	23 141 675
Remboursements d'emprunts (principal et intérêts)	(31 430 263)	(15 444 261)
Solde à la fin	<u>2 125</u>	<u>7 759 381</u>
SOLDE DU FONDS	<u>289 921 125 \$</u>	<u>278 944 381 \$</u>

**FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS D'ORGANISMES DE SANTÉ
ET DE SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC**

BILAN
au 31 mars 1997

	1997	1996
ACTIF		
Placements (note 5)	303 122 129 \$	303 099 628 \$
Intérêts courus	3 049 559	4 795 914
Encaisse	2 886 486	
	<u>309 058 174 \$</u>	<u>307 895 542 \$</u>
 PASSIF		
Chèques en circulation		1 446 664 \$
moins encaisse		27 504 497
Créditeurs	19 137 049 \$	
	<u>19 137 049</u>	<u>28 951 161</u>
 SOLDE DU FONDS	<u>289 921 125</u>	<u>278 944 381</u>
	<u>309 058 174 \$</u>	<u>307 895 542 \$</u>

François Martel
Administrateur du Fonds

Gilles Godbout
Sous-ministre des Finances

FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS D'ORGANISMES DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 1997

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'organismes de santé et de services sociaux du Québec a été institué en vertu de l'article 178.0.2 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., chapitre S-5).

Le Fonds a pour objet d'acquitter, à même les montants déposés par le ministre de la Santé et des Services sociaux, le principal des obligations émises par une régie régionale, un établissement public ou la Corporation d'hébergement du Québec et à même les produits ou revenus de ce Fonds, les emprunts (principal et intérêts) de toute régie régionale ou établissement public ou de la Corporation d'hébergement du Québec.

Le ministre des Finances est chargé par la loi précitée de gérer le Fonds.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de la comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations. L'état de l'évolution de la situation financière n'est pas présenté, car il n'apporterait pas de renseignements supplémentaires utiles pour la compréhension des mouvements de trésorerie durant l'année financière.

Placements en obligations

Les placements en obligations sont comptabilisés au coût amorti.

Les escomptes ou les primes sont amortis sur la durée restante de chaque titre en fonction d'un taux de rendement constant.

Frais d'administration

Les frais d'administration du Fonds, défrayés à même les crédits du ministère des Finances, ne sont pas présentés dans l'état des revenus et dépenses.

3. GAINS SUR ALIÉNATIONS DE PLACEMENTS

Les gains sur les ventes de titres obligataires aux autres fonds d'amortissement administrés par le ministre des Finances, effectuées au cours de l'année financière, s'élèvent à 5 876 829 (1996: 2 523 483 \$).

4. PERTE SUR CONTRAT D'ÉCHANGE DE TAUX D'INTÉRÊT

De façon à réduire les fluctuations des revenus du Fonds d'une année à l'autre, le ministre des Finances garantit un taux de rendement sur l'avoir moyen prévu du Fonds.

En vertu de la politique adoptée à cet effet, l'assurance d'un taux de rendement garanti prend la forme d'un contrat d'échange de taux d'intérêt entre le Fonds et le Fonds d'amortissement des emprunts du gouvernement du Québec. Ce dernier paie au Fonds des revenus calculés en appliquant le taux de rendement garanti à l'avoir moyen prévu du Fonds et reçoit un taux variable calculé sur la base des revenus effectivement réalisés par le Fonds, comprenant les intérêts ainsi que les gains et pertes en capital sur l'avoir réel du Fonds. Le taux de rendement garanti pour la présente année financière est de 8,29 %.

5. PLACEMENTS

	1997	1996
Obligations - à la valeur nominale	400 101 060 \$	397 134 972 \$
Solde non amorti des escomptes déduits des primes	(160 964 305)	(110 337 689)
	<u>239 136 755</u>	<u>286 797 283</u>
Placements à court terme - au coût	63 985 374	16 302 345
	<u>303 122 129 \$</u>	<u>303 099 628 \$</u>

Au 31 mars 1997, la valeur marchande des obligations est de 244 318 733 \$ (1996: 291 782 973 \$).

**FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS D'ORGANISMES DE SANTÉ
ET DE SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC**

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan du Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'organismes de santé et de services sociaux du Québec au 31 mars 1997 ainsi que l'état des revenus et dépenses et l'état du solde du Fonds de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1997, ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, FCA

Québec, le 12 août 1997

FONDS DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL
(L.R.Q., c. M-21.1)

OPÉRATIONS ET EXCÉDENT
de l'année financière terminée le 31 mars 1997

	1997	1996
CONTRIBUTIONS AUX PROJETS		
Agence canadienne de développement international (ACDI)	14 022 \$	622 170 \$
Ministère des Relations internationales	2 477	746
	<u>16 499</u>	<u>622 916</u>
COÛTS DES PROJETS		
Traitements et avantages sociaux	15 020	303 918
Services de transport et de communication	681	63 845
Matériel et équipement		61 809
Fournitures		3 662
Services professionnels et autres	7 901	107 046
	<u>23 602</u>	<u>540 280</u>
FRAIS D'ADMINISTRATION		
Traitements et avantages sociaux		15 737
Fournitures		1 878
Messagerie et communications		9 167
Loyers		38 094
Amortissement des immobilisations		3 556
		<u>68 432</u>
	<u>23 602</u>	<u>608 712</u>
EXCÉDENT DES COÛTS SUR LES CONTRIBUTIONS	7 103	(14 204)
EXCÉDENT AU DÉBUT	<u>36 086</u>	<u>21 882</u>
EXCÉDENT À LA FIN	<u>28 983 \$</u>	<u>36 086 \$</u>

FONDS DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

BILAN
au 31 mars 1997

	1997	1996
ACTIF		
À court terme		
Encaisse	134 075 \$	228 938 \$
Débiteurs		782
Avances au maître d'oeuvre d'un projet		6 499
	<u>134 075 \$</u>	<u>236 219 \$</u>
PASSIF		
À court terme		
Créditeurs et frais courus		78 542 \$
Revenus perçus d'avance		16 499
Dû au Fonds consolidé du revenu (note 3)	105 092 \$	105 092
	<u>105 092</u>	<u>200 133</u>
EXCÉDENT	28 983	36 086
	<u>134 075 \$</u>	<u>236 219 \$</u>

ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DU BILAN (note 5)

Bernard Gayraud
Administrateur du Fonds de développement
international

Marie Huot
pour Michelle Bussières
Sous-ministre des Relations internationales

FONDS DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 1997

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds de développement international, fonds spécial constitué par la Loi sur le ministère des Relations internationales (L.R.Q., chapitre M-21.1), a pour objet la gestion et le financement de projets de développement financés, en tout ou en partie, par des organismes de développement international dans le cadre d'ententes internationales ou intergouvernementales.

Ce Fonds est administré par le ministre des Relations internationales. Le mode de gestion, de financement et d'opération du Fonds prévu dans sa loi constitutive, précise notamment que les intérêts produits par les sommes constituant le Fonds sont versés au Fonds consolidé du revenu. Ces intérêts ne sont pas présentés dans l'état des opérations.

Les surplus accumulés sont versés au Fonds consolidé du revenu aux dates et dans la mesure que détermine le Gouvernement.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de la comptabilité d'exercice et la convention comptable énoncée ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations. L'état de l'évolution de la situation financière n'est pas présenté, car il n'apporterait pas de renseignements supplémentaires utiles pour la compréhension des mouvements de trésorerie durant l'année financière.

Les acquisitions de matériel et d'équipement faites dans le cadre des projets sont portées aux opérations de l'année financière.

3. DÛ AU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

	1997	1996
Solde dû à la suite du transfert de certains actifs et passifs du gouvernement du Québec, sans intérêt et sans modalités de remboursement	105 092 \$	105 092 \$

4. RÉGIME DE RETRAITE

Les membres du personnel du Fonds participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP). Ce régime est à prestations déterminées et comporte des garanties à la retraite et au décès.

Les cotisations du Fonds imputées aux résultats de l'année financière s'élèvent à 413 \$ (1996: 4 229 \$). Les obligations du Fonds envers ce régime gouvernemental se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

5. ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DU BILAN

Le 2 mai 1997, le Fonds a remboursé le solde dû au Fonds consolidé du revenu et, comme prévu à l'article 35.7 de la Loi sur le ministère des Relations internationales, à la demande du gouvernement, il a versé les surplus accumulés au 31 mars 1997 au Fonds consolidé du revenu.

En date du 2 mai 1997, le Fonds n'a plus d'actif, de passif et d'excédent.

FONDS DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL
 RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES
 PROJETS DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL
 OPÉRATIONS ET EXCÉDENT PAR PROJET
 de l'année financière terminée le 31 mars 1997

	Thaïlande*	Tunisie**	Total
CONTRIBUTIONS AUX PROJETS			
Agence canadienne de développement international (ACDI)	10 000 \$	4 022 \$	14 022 \$
Ministère des Relations internationales		2 477	2 477
	<u>10 000</u>	<u>6 499</u>	<u>16 499</u>
COÛTS DES PROJETS			
Traitements et avantages sociaux	15 020		15 020
Services de transport et de communication	681		681
Services professionnels et autres	1 402	6 499	7 901
	<u>17 103</u>	<u>6 499</u>	<u>23 602</u>
EXCÉDENT DES COÛTS SUR LES CONTRI- BUTIONS	7 103		7 103
EXCÉDENT (DÉFICIT) DES PROJETS ACTIFS AU DÉBUT	118 022	(6 003)	112 019
EXCÉDENT (DÉFICIT) DES PROJETS ACTIFS À LA FIN	<u>110 919 \$</u>	<u>(6 003) \$</u>	104 916
DÉFICIT DES PROJETS TERMINÉS			(75 933)
EXCÉDENT À LA FIN			<u>28 983 \$</u>

* Projet de développement de petites et moyennes entreprises en Thaïlande.

** Projet de développement agricole intégré de la Vallée d'Ain Draham en Tunisie dont la gérance est confiée à un maître d'oeuvre.

FONDS DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR**

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan du Fonds de développement international du gouvernement du Québec au 31 mars 1997 ainsi que l'état des opérations et de l'excédent de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1997, ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, FCA

Québec, le 5 mai 1997

FONDS DE FINANCEMENT
(L.R.Q., c. A-6)

OPÉRATIONS

de l'année financière terminée le 31 mars 1997
(en milliers de dollars)

	1997	1996
REVENU NET D'INTÉRÊTS		
Intérêts sur prêts	514 353	407 148
Amortissement des escomptes et primes sur prêts	5 777	20 615
Intérêts sur avances du Fonds consolidé du revenu	(496 901)	(402 803)
Amortissement des escomptes et primes sur avances du Fonds consolidé du revenu	(18 065)	(25 554)
Intérêts sur placements temporaires	122	685
	<u>5 286</u>	<u>91</u>
AUTRES OPÉRATIONS		
Frais d'émission de prêts imputés aux emprunteurs	6 392	5 348
Frais d'émission sur avances du Fonds consolidé du revenu	(4 630)	(714)
Frais d'administration imputés aux emprunteurs	1 484	1 387
Perte nette de change		(1)
	<u>3 246</u>	<u>6 020</u>
	<u>8 532</u>	<u>6 111</u>
FRAIS D'OPÉRATION ET D'ADMINISTRATION		
Traitements, salaires et allocations	933	946
Services professionnels, administratifs et autres	96	97
Service de transport et de communication	15	15
Loyers	173	173
Amortissement des immobilisations	7	20
Autres	6	9
	<u>1 230</u>	<u>1 260</u>
REVENU NET	<u>7 302</u>	<u>4 851</u>

EXCÉDENT

de l'année financière terminée le 31 mars 1997
(en milliers de dollars)

	1997	1996
SOLDE AU DÉBUT	5 835	6 984
Revenu net	7 302	4 851
Excédent versé au Fonds consolidé du revenu	(3 000)	(6 000)
SOLDE À LA FIN	<u>10 137</u>	<u>5 835</u>

FONDS DE FINANCEMENT

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
de l'année financière terminée le 31 mars 1997
(en milliers de dollars)

	1997	1996
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Revenu net	7 302	4 851
Éléments sans incidence sur les liquidités:		
Amortissement des escomptes et primes sur prêts	(5 777)	(20 615)
Amortissement des escomptes et primes sur avances du Fonds consolidé du revenu	18 065	25 554
Amortissement des immobilisations	7	20
	19 597	9 810
Variation des éléments d'actif et de passif liés à l'exploitation	(27 612)	(44 161)
Liquidités utilisées pour les activités d'exploitation	(8 015)	(34 351)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Avances du Fonds consolidé du revenu	7 787 830	4 055 534
Remboursement d'avances du Fonds consolidé du revenu	(6 276 934)	(2 901 255)
Excédent versé au Fonds consolidé du revenu	(3 000)	(6 000)
Liquidités provenant des activités de financement	1 507 896	1 148 279
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Prêts	(6 003 826)	(4 604 372)
Remboursement de prêts	4 503 552	3 490 572
Acquisitions d'immobilisations	(4)	(5)
Liquidités utilisées pour les activités d'investissement	(1 500 278)	(1 113 805)
(DIMINUTION) AUGMENTATION DES LIQUIDITÉS	(397)	123
ENCAISSE AU DÉBUT	418	295
ENCAISSE À LA FIN	21	418

FONDS DE FINANCEMENT

BILAN

au 31 mars 1997

(en milliers de dollars)

	1997	1996
ACTIF		
Prêts (note 3)	7 589 844	6 083 793
Intérêts courus sur prêts	177 533	165 045
	<u>7 767 377</u>	<u>6 248 838</u>
Encaisse	21	418
Débiteurs	4 482	2 575
Immobilisations (note 4)	13	16
Frais reportés - escomptes et primes sur avances	25 539	14 761
Frais d'émission reportés	212	258
	<u>7 797 644</u>	<u>6 266 866</u>
PASSIF		
Avances du Fonds consolidé du revenu (note 5)	7 604 155	6 093 259
Intérêts courus sur avances du Fonds consolidé du revenu	178 843	165 240
Créditeurs	28	32
Revenus reportés	4 481	2 500
	<u>7 787 507</u>	<u>6 261 031</u>
EXCÉDENT	10 137	5 835
	<u>7 797 644</u>	<u>6 266 866</u>

ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DU BILAN (note 8)

Claude Royer
 Directeur du Fonds de financement

Gilles Godbout
 Sous-ministre des Finances

FONDS DE FINANCEMENT

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 1997

(en milliers de dollars)

1. CONSTITUTION, OBJET ET FINANCEMENT

Le Fonds de financement est un fonds spécial institué par la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., chapitre A-6).

Le Fonds a pour objet de permettre au ministre des Finances, à même les sommes empruntées à cette fin par le Gouvernement et versées au Fonds, de faire des prêts à des organismes des réseaux de l'éducation et de la santé et des services sociaux, à des entreprises du Gouvernement, à d'autres organismes déterminés par le Gouvernement et à des fonds spéciaux.

Ce Fonds est administré par le ministre des Finances. Les modes de gestion, de financement et d'opération du Fonds sont prévus dans sa loi constitutive.

Les surplus accumulés par le Fonds sont versés au Fonds consolidé du revenu aux dates et dans la mesure que détermine le Gouvernement.

Le Fonds impute aux emprunteurs des frais d'émission de prêts pour compenser ceux encourus par le Gouvernement sur les emprunts qu'il effectue pour le compte du Fonds de financement. Le Fonds impute également aux emprunteurs des frais d'administration. Les montants des frais imputés sont déterminés annuellement par le ministre des Finances.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon les principes comptables généralement reconnus. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Frais et revenus reportés

Les frais et revenus reportés sont amortis sur la durée restante de chaque titre selon la méthode de l'amortissement linéaire.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût d'acquisition et amorties sur leur durée de vie utile selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux suivants:

	Taux
Mobilier de bureau	20 %
Équipements informatiques	20 %
Logiciels	33 1/3 %

Conversion des devises

Les prêts et avances du Fonds consolidé du revenu libellé en devises sont convertis en dollars canadiens au cours du change en vigueur à la date du bilan. Le montant remboursable en monnaie du Canada en vertu des contrats d'échange de devises est déterminé au cours du change prévu dans ces contrats.

3. PRÊTS

	1997	1996
Remboursable en monnaie du Canada		
Emprunteurs		
Commissions scolaires	1 734 315	1 414 169
Collèges d'enseignement général et professionnel	240 330	252 337
Établissements régis par la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., c. S-5)		
Corporation d'hébergement du Québec	1 282 674	1 036 362
Autres	859 534	663 504
Établissements universitaires	164 794	136 753
Fonds spéciaux	367 672	16 246
Entreprises et organismes du Gouvernement	2 749 442	2 355 734
Montants à reporter	7 398 761	5 875 105

FONDS DE FINANCEMENT

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)

31 mars 1997

(en milliers de dollars)

3. PRÊTS (suite)

	1997	1996
Montants reportés	7 398 761	5 875 105
Remboursable en monnaie des États-Unis		
Emprunteurs		
Entreprises et organismes du Gouvernement	191 083	208 688
Total des prêts	7 589 844	6 083 793

Les échéances et les taux d'intérêts sur les prêts consentis par le Fonds sont, sauf quelques exceptions, identiques à ceux des avances reçues du Fonds consolidé du revenu à cette fin compte tenu des contrats d'échange de devises et de taux d'intérêt, le cas échéant.

Le solde à amortir au cours des années subséquentes des escomptes et primes sur prêts est de 21 251 689 \$ au 31 mars 1997 (12 899 912 \$ au 31 mars 1996).

4. IMMOBILISATIONS

	1997		1996
	Coût	Amortissement cumulé	Net
Mobilier de bureau	9	9	1
Équipements informatiques	97	84	15
Logiciels	12	12	
	118	105	16

5. AVANCES DU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

	1997	
Échéance	Montant	Taux (%)
Année financière		
Remboursable en monnaie du Canada		
1997	464 680	Autres (1) 8,00; 8,30; 9,375 et variable *
1998	908 943	
1999	31 931	5,25; 9, 375 et variable *
2000	1 120 235	6,00; 8,50 et 9,375
2001	707 147	6,97; 7,153; 7,25; 9,375; 10,00 et variable *
2002	726 234	7,222; 9,31; 9,375; 10,24; 10,25 et variable *
2003	996 576	5,25; 7,00; 7,599; 7,60; 7,61; 9,10; 9,25 et 9,375
2004-2008	1 966 064	6,00; 6,50; 7,50; 7,635; 8,48; 9,00; 9,375; 9,50 et 9,75
2009-2013	16 220	6,98 et 9,375
2014-2018	11 220	9,375
2019-2023	169 913	9,375
Montant à reporter	7 119 163	

FONDS DE FINANCEMENT

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1997
(en milliers de dollars)

5. AVANCES DU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU (suite)

Échéance Année financière	1997	
	Montant	Taux (%)
Montant reporté	7 119 163	
Moins:		
Contrats d'échange de devise en monnaie du Canada	293 909	
Total en monnaie du Canada	7 413 072	
Remboursable en monnaie des États-Unis		
1999	84 442	Variable * 6,273; 6,30; 6,359 et variable * 6,115; 6,29
2003	138 430	
2004-2008	245 071	
	467 943	
Moins:		
Contrats d'échange de devise en monnaie du Canada	276 860	
Total en monnaie des États-Unis	191 083	
Remboursable en monnaie du Japon		
2003	22 380	6,383
Moins:		
Contrat d'échange de devise en monnaie du Canada	22 380	
Total en monnaie du Japon		
Total des avances du Fonds consolidé du revenu	7 604 155	

* Taux des acceptations bancaires plus ou moins un pourcentage variant entre 0,037 et 0,39.

(1) Les avances à court terme portent intérêt à des taux variant de 2,97 % à 3,28 %.

Instruments dérivés

Le Fonds de financement utilise des instruments dérivés, notamment des contrats d'échange de devise et de taux d'intérêt, pour gérer les risques de change et de taux d'intérêt relatifs aux avances du Fonds consolidé du revenu.

6. RÉGIME DE RETRAITE

Les membres du personnel du Fonds participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP). Ce régime est à prestations déterminées et comporte des garanties à la retraite et au décès.

Les cotisations défrayées par le Fonds et imputées aux résultats de l'année financière, s'élèvent à 37 699 \$ (1996: 38 716 \$). Les obligations du Fonds envers ce régime gouvernemental se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

FONDS DE FINANCEMENT**NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)****31 mars 1997**

(en milliers de dollars)

7. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers, Le Fonds est apparenté avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. Le Fonds n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

8. ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DU BILAN

Conformément à une décision du gouvernement du Québec en date du 23 avril 1997, un montant de 3 800 000 \$ provenant des surplus accumulés a été versé au Fonds consolidé du revenu le 7 mai 1997.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan du Fonds de financement du gouvernement du Québec au 31 mars 1997 ainsi que l'état des opérations, l'état de l'excédent et l'état de l'évolution de la situation financière de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1997, ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les principes comptables généralement reconnus. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, FCA

Québec, le 14 juillet 1997

FONDS DE LA GESTION DES IMMEUBLES DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER
(L.R.Q., c. M-21.1)

OPÉRATIONS ET EXCÉDENT
de l'année financière terminée le 31 mars 1997

	1997	1996
REVENUS		
Ministère des Relations internationales		
Biens et services rendus - net	9 647 862 \$	12 759 414 \$
Prise en charge des coûts afférents à la fermeture des délégations		1 808 568
Recouvrement de taxes (note 11)	433 107	
Autres	24 582	23 724
	<u>10 105 551</u>	<u>14 591 706</u>
 FRAIS D'OPÉRATION ET D'ADMINISTRATION		
Location d'espaces	6 297 718	8 897 429
Exploitation	867 161	1 040 301
Mobilier	52 432	70 290
Équipement	23 975	59 935
Entretien et réparations	270 938	146 021
Aménagement	181 003	105 251
Traitements et avantages sociaux	218 074	297 080
Déplacements	28 209	22 059
Honoraires professionnels	149 909	127 074
Poste, messagerie et communications	12 240	19 511
Frais financiers	569 432	643 079
Autres dépenses	89 008	102 768
Amortissement des immobilisations	1 177 734	1 264 316
Perte sur aliénations d'immobilisations	86 554	
Frais relatifs aux fermetures de délégations		
Provision relative à la résiliation de baux		1 480 900
Réduction de valeur d'immobilisations		310 513
	<u>10 024 387</u>	<u>14 586 527</u>
 REVENU NET	81 164	5 179
 EXCÉDENT AU DÉBUT	26 405	21 226
 EXCÉDENT À LA FIN	107 569 \$	26 405 \$

FONDS DE LA GESTION DES IMMEUBLES DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
de l'année financière terminée le 31 mars 1997

	1997	1996
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Revenu net	81 164 \$	5 179 \$
Éléments sans incidence sur les liquidités:		
Amortissement des immobilisations	1 177 734	1 264 316
Réduction de valeur d'immobilisations		310 513
Perte (gain) sur aliénations d'immobilisations	86 554	(7 402)
	1 345 452	1 572 606
Variation des éléments d'actif et de passif liés à l'exploitation	1 672 888	(1 158 281)
Liquidités provenant des activités d'exploitation	3 018 340	414 325
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Remboursement de la dette à long terme	(1 099 158)	(1 134 227)
Avances du Fonds consolidé du revenu	(550 000)	1 150 000
Liquidités (utilisées pour les) provenant des activités de financement	(1 649 158)	15 773
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations	(661 098)	(645 378)
Recouvrement de taxes sur les immobilisations (note 11)	138 360	
Produit d'aliénations d'immobilisations	197 779	20 820
Liquidités utilisées pour les activités d'investissement	(324 959)	(624 558)
(DIMINUTION) AUGMENTATION DES LIQUIDITÉS	1 044 223	(194 460)
ENCAISSE AU DÉBUT	25 566	220 026
ENCAISSE À LA FIN	1 069 789 \$	25 566 \$

FONDS DE LA GESTION DES IMMEUBLES DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER

BILAN
au 31 mars 1997

	1997	1996
ACTIF		
À court terme		
Encaisse	1 069 789 \$	25 566 \$
Débiteurs (note 3)	472 712	2 521 838
Frais payés d'avance	28 217	119 705
	<u>1 570 718</u>	<u>2 667 109</u>
Oeuvres d'art	51 198	51 198
Immobilisations (note 4)	9 768 372	10 707 701
	<u>11 390 288 \$</u>	<u>13 426 008 \$</u>
PASSIF		
À court terme		
Créditeurs et frais courus (note 5)	1 194 391 \$	2 035 538 \$
Revenus perçus d'avance	373 421	
Avances du Fonds consolidé du revenu (note 6)	1 100 000	1 650 000
Versements sur la dette à long terme (note 7)	811 358	1 124 299
	<u>3 479 170</u>	<u>4 809 837</u>
Dette à long terme (note 7)	7 803 549	8 589 766
	<u>11 282 719</u>	<u>13 399 603</u>
EXCÉDENT	107 569	26 405
	<u>11 390 288 \$</u>	<u>13 426 008 \$</u>

ENGAGEMENTS (note 8)

Jean Lefebvre
Administrateur du Fonds de la gestion des
immeubles du Québec à l'étranger

Michelle Bussières
Sous-ministre des Relations internationales

FONDS DE LA GESTION DES IMMEUBLES DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 1997

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds de la gestion des immeubles du Québec à l'étranger, fonds spécial constitué par la Loi sur le ministère des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles (L.R.Q., chapitre M-21.1), a pour objet de gérer et de financer les biens et services fournis par le ministre aux représentations du Québec à l'étranger.

Ce Fonds est administré par le ministre des Relations internationales. Le mode de gestion, de financement et d'opération de ce Fonds est prévu dans sa loi constitutive.

Les surplus accumulés sont versés au Fonds consolidé du revenu aux dates et dans la mesure que détermine le Gouvernement.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de la comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Recouvrement de taxes

Les recouvrements de taxes de pays étrangers sont inscrits dans l'exercice au cours duquel les réclamations produites sont acceptées.

Les recouvrements de taxes afférents aux frais d'opération et d'indemnisation des années antérieures sont inscrits aux revenus et ceux afférents aux frais capitalisables sont inscrits en diminution des immobilisations.

Oeuvres d'art

Les oeuvres d'art cédées au Fonds lors de sa constitution sont inscrites à la valeur attribuée par le gouvernement du Québec. Les autres acquisitions sont inscrites à leur coût d'acquisition. Les oeuvres d'art sont réparties dans l'ensemble des délégations et résidences officielles du Québec à l'étranger.

Immobilisations

Les immobilisations cédées au Fonds lors de sa constitution sont inscrites à la valeur attribuée par le gouvernement du Québec. Les achats de meubles dont le coût est de plus de 5 000 \$ sont capitalisés. Les travaux d'aménagement et d'améliorations locatives excédant 100 000 \$ sont également capitalisés.

Les immobilisations sont amorties sur leur durée de vie utile selon les méthodes et les taux suivants:

	Méthode et taux
Bâtiments	Amortissement à intérêts composés mensuellement (dotation croissante) au taux de 10 % d'une durée de 25 ans
Aménagement des bâtiments	Amortissement à intérêts composés mensuellement (dotation croissante) au taux de 10 % d'une durée de 10 ans
Améliorations locatives	Amortissement à intérêts composés mensuellement (dotation croissante) au taux de 10 % sur la durée du bail jusqu'à un maximum de 10 ans
Mobilier et équipement	Amortissement linéaire au taux de 20 %
Véhicules motorisés	Amortissement linéaire au taux de 20 %

FONDS DE LA GESTION DES IMMEUBLES DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1997

2. CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

Conversion des devises étrangères

Les achats acquittés au cours de l'année financière ainsi que les avances aux délégations sont convertis au taux de change prévalant à la date du transfert des fonds requis pour effectuer les transactions. Les débiteurs et les créditeurs sont convertis au taux de change prévalant à la date du bilan. Les gains ou pertes de change sont imputés aux opérations de l'année financière.

3. DÉBITEURS

	1997	1996
Ministère des Relations internationales		
Biens et services rendus	318 600 \$	289 155 \$
Coûts afférents à la fermeture de délégations		1 808 568
Avances aux délégations	121 062	80 239
Autres	33 050	343 876
	<u>472 712 \$</u>	<u>2 521 838 \$</u>

4. IMMOBILISATIONS

	1997		1996	
	Coût ou valeur attribuée	Amortissement cumulé	Net	Net
Terrains	1 807 422 \$		1 807 422 \$	1 807 422 \$
Bâtiments	3 110 609	187 551 \$	2 923 058	2 967 812
Aménagement des bâtiments	3 283 076	996 229	2 286 847	2 681 519
Améliorations locatives	2 710 463	707 054	2 003 409	1 676 089
Mobilier	671 478	555 602	115 876	412 423
Équipement	1 497 705	938 885	558 820	1 079 999
Véhicules motorisés	235 593	162 653	72 940	82 437
	<u>13 316 346 \$</u>	<u>3 547 974 \$</u>	<u>9 768 372 \$</u>	<u>10 707 701 \$</u>

5. CRÉDITEURS ET FRAIS COURUS

	1997	1996
Fournisseurs et frais courus	1 194 391 \$	554 638 \$
Provision relative à la résiliation de baux		1 480 900
	<u>1 194 391 \$</u>	<u>2 035 538 \$</u>

6. AVANCES DU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

	1997	1996
Avances portant intérêt au taux préférentiel bancaire, sans modalité de remboursement, échéant le 31 mars 2000 et remboursables par anticipation	<u>1 100 000 \$</u>	<u>1 650 000 \$</u>

FONDS DE LA GESTION DES IMMEUBLES DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1997

7. DETTE À LONG TERME

	1997	1996
Emprunts sur billets du Fonds de financement du gouvernement du Québec, 9,15 % et 8,52 % remboursables par versements annuels de 331 993 \$ et 457 700 \$, échéant en 2001	5 456 728 \$	6 246 421 \$
Dû au Fonds consolidé du revenu, sans intérêt, 1,3 million de dollars remboursable en fonction de l'amortissement des immobilisations cédées au Fonds lors de sa constitution et 1,8 million de dollars sans modalité de remboursement	3 139 349	3 448 814
Dû au ministère des Relations internationales, sans intérêt et sans modalité de remboursement	18 830	18 830
	8 614 907	9 714 065
Versements échéant en deçà d'un an	811 358	1 124 299
	7 803 549 \$	8 589 766 \$

Les montants des versements en capital à effectuer sur la dette à long terme au cours des cinq prochaines années financières se détaillent comme suit:

1998	811 358 \$
1999	813 627
2000	816 133
2001	818 842
2002	2 330 224

8. ENGAGEMENTS

Contrats de location

Le Fonds est engagé par des baux à long terme, en monnaie étrangère, échéant à diverses dates jusqu'en l'an 2011, pour la location de locaux commerciaux et de résidences. Les paiements minimums futurs pour les prochaines années financières, excluant ceux relatifs à la résiliation de baux, s'établissent comme suit:

	Locaux commerciaux	Résidences	Total
1997	3 280 600 \$	378 100 \$	3 658 700 \$
1998	2 492 500	152 100	2 644 600
1999	2 455 700	159 300	2 615 000
2000	2 011 500	166 400	2 177 900
2001	1 363 100	46 700	1 409 800
2002 et subséquemment	7 916 200	12 200	7 928 400
	19 519 600 \$	914 800 \$	20 434 400 \$

Projets de rénovation

Au 31 mars 1997, les engagements contractuels du Fonds pour des travaux de rénovation s'élèvent à 506 008 \$.

9. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers, Le Fonds est apparenté avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. Le Fonds n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

FONDS DE LA GESTION DES IMMEUBLES DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1997

10. RÉGIMES DE RETRAITE

Les membres du personnel du Fonds participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF). Ces régimes sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Les cotisations du Fonds imputées aux résultats de l'année financière s'élèvent à 10 181 \$ (1996: 14 371 \$). Les obligations du Fonds envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

11. RECouvreMENT DE TAXES

En vertu de privilèges diplomatiques accordés par la France, le Fonds a reçu, au cours de l'exercice, un recouvrement de taxe de 571 467 \$ dont 433 107 \$ a été inscrit aux revenus et 138 360 \$ en diminution des immobilisations.

De plus, il estime qu'en vertu de ces mêmes privilèges diplomatiques, il pourrait se voir rembourser 886 996 \$ de taxe sur la valeur ajoutée sur certains achats faits au cours de l'année 1996-1997 et des années antérieures. Ces remboursements seront inscrits dans l'exercice au cours duquel les réclamations produites seront acceptées.

12. INSTRUMENTS FINANCIERS

Les valeurs comptables des actifs et des passifs financiers à court terme constituent une estimation raisonnable de leur juste valeur en raison de l'échéance rapprochée de ces instruments.

La juste valeur des dettes à long terme ne peut être estimée avec suffisamment de fiabilité compte tenu de l'absence de marché pour ce type de dette.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan du Fonds de la gestion des immeubles du Québec à l'étranger du gouvernement du Québec au 31 mars 1997 ainsi que l'état des opérations et de l'excédent et l'état de l'évolution de la situation financière de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1997, ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, FCA

Québec, le 11 juillet 1997

FONDS DE LA RÉFORME DU CADASTRE QUÉBÉCOIS
(L.R.Q., c. R-3.1)

OPÉRATIONS ET EXCÉDENT
de l'année financière terminée le 31 mars 1997

	1997	1996
REVENUS		
Droits, honoraires et ventes diverses (note 3)	27 836 062 \$	25 780 079 \$
Intérêts	2 477 054	2 705 536
	<u>30 313 116</u>	<u>28 485 615</u>
DÉPENSES		
Traitements et avantages sociaux	5 970 062	6 273 238
Services professionnels et administratifs	5 804 440	4 520 610
Transport et communication	260 588	209 337
Entretien et réparations	16 248	43 161
Loyers	937 059	912 540
Fournitures et approvisionnement	62 836	72 701
Amortissement des immobilisations	74 956	55 157
Amortissement des frais de développement de systèmes informatiques	3 891 444	2 440 959
Autres dépenses	8 375	2 829
	<u>17 026 008</u>	<u>14 530 532</u>
REVENU NET	13 287 108	13 955 083
EXCÉDENT AU DÉBUT	55 859 590	41 904 507
EXCÉDENT À LA FIN	<u>69 146 698 \$</u>	<u>55 859 590 \$</u>

FONDS DE LA RÉFORME DU CADASTRE QUÉBÉCOIS

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
de l'année financière terminée le 31 mars 1997

	1997	1996
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Revenu net	13 287 108 \$	13 955 083 \$
Éléments sans incidence sur les liquidités:		
Amortissement des immobilisations	74 956	55 157
Amortissement des frais de développement de systèmes informatiques	3 891 444	2 440 959
Amortissement de la prime sur placements obligataires	677 122	
Perte sur radiation d'immobilisations	4 280	
	17 934 910	16 451 199
Variation des éléments d'actif et de passif liés à l'exploitation	(195 006)	2 596 907
Liquidités provenant des activités d'exploitation	17 739 904	19 048 106
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions:		
Immobilisations	(108 990)	(11 948)
Frais de développement de systèmes informatiques	(3 095 869)	(6 470 283)
Placements obligataires	(38 494 911)	
Liquidités utilisées pour les activités d'investissement	(41 699 770)	(6 482 231)
(DIMINUTION) AUGMENTATION DES LIQUIDITÉS	(23 959 866)	12 565 875
LIQUIDITÉS AU DÉBUT	44 049 811	31 483 936
LIQUIDITÉS À LA FIN	20 089 945 \$	44 049 811 \$

Les liquidités du Fonds comprennent l'encaisse et les placements temporaires.

FONDS DE LA RÉFORME DU CADASTRE QUÉBÉCOIS

BILAN
au 31 mars 1997

	1997	1996
ACTIF		
À court terme		
Encaisse	686 382 \$	54 477 \$
Placements temporaires, au coût	19 403 563	43 995 334
Débiteurs	506 311	1 243 614
Intérêts courus à recevoir	1 312 173	207 685
Frais payés d'avance	1 000	70 903
	<u>21 909 429</u>	<u>45 572 013</u>
Placements obligataires	37 817 789	
Frais de développement de systèmes informatiques (note 4)	13 096 870	13 892 445
Immobilisations (note 5)	130 619	100 865
	<u>72 954 707 \$</u>	<u>59 565 323 \$</u>
PASSIF		
À court terme		
Créditeurs	3 808 009 \$	3 705 733 \$
EXCÉDENT	69 146 698	55 859 590
	<u>72 954 707 \$</u>	<u>59 565 323 \$</u>

ENGAGEMENTS (note 7)

Jocelyne Lefort
Administratrice du Fonds de la réforme
du cadastre québécois

Rémy Girard
Sous-ministre associé aux terres

FONDS DE LA RÉFORME DU CADASTRE QUÉBÉCOIS

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 1997

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds de la réforme du cadastre québécois, constitué par la Loi favorisant la réforme du cadastre québécois (L.R.Q., chapitre R-3.1), est chargé d'effectuer la réforme du cadastre québécois et, notamment, de procéder à la rénovation cadastrale du territoire et d'assurer la mise à jour régulière des plans cadastraux. Les sommes nécessaires au paiement du coût de ces travaux sont prises sur le Fonds. Les travaux de rénovation cadastrale devraient s'intensifier au cours des prochaines années et se terminer en l'an 2011. Le coût prévu des travaux à réaliser au cours de ces exercices s'élève à plus de 500 M\$ pour des revenus de l'ordre de 440 M\$.

Ce Fonds est administré par le ministre des Finances mais la comptabilité en est tenue au ministère des Ressources naturelles. Le mode de gestion, de financement et d'opération de ce Fonds est prévu dans sa loi constitutive.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction, selon les principes comptables généralement reconnus. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Frais de développement de systèmes informatiques et immobilisations

Le Fonds capitalise les frais de développement de systèmes informatiques acquis en cours d'année financière ainsi que les immobilisations dont le coût unitaire est de 1 000 \$ et plus. Ces acquisitions sont inscrites au coût et sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de cinq ans. Les frais de développement de systèmes informatiques sont amortis au fur et à mesure de la livraison et de l'utilisation des systèmes.

Placements obligataires

La prime sur les placements obligataires est amortie jusqu'à la date d'échéance des obligations selon la méthode de l'amortissement linéaire.

3. DROITS, HONORAIRES ET VENTES DIVERSES

	1997	1996
Droits et honoraires perçus par les régistrateurs du Fonds des registres du ministère de la Justice	25 665 778 \$	23 578 502 \$
Ventes d'enregistrements cadastraux et services rendus	2 170 284	2 201 577
	<u>27 836 062 \$</u>	<u>25 780 079 \$</u>

4. FRAIS DE DÉVELOPPEMENT DE SYSTÈMES INFORMATIQUES

	1997		1996
	Coût	Amortissement cumulé	Net
Frais de développement de systèmes informatiques	<u>20 438 745 \$</u>	<u>7 341 875 \$</u>	<u>13 096 870 \$</u>
			<u>13 892 445 \$</u>

5. IMMOBILISATIONS

	1997		1996
	Coût	Amortissement cumulé	Net
Équipement	<u>728 061 \$</u>	<u>597 442 \$</u>	<u>130 619 \$</u>
			<u>100 865 \$</u>

FONDS DE LA RÉFORME DU CADASTRE QUÉBÉCOIS

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1997**6. RÉGIMES DE RETRAITE**

Les membres du personnel du Fonds participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF). Ces régimes sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Les cotisations du Fonds imputées aux résultats de l'année financière s'élèvent à 280 626 \$ (1996: 304 251 \$). Les obligations du Fonds envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

7. ENGAGEMENTS

Le Fonds s'est engagé envers deux fournisseurs relativement au développement et à l'exploitation de ses systèmes informatiques et avec des firmes d'arpenteurs-géomètres pour la réalisation de travaux de rénovation cadastrale. Ces engagements contractuels se répartissent comme suit:

1998	7 868 509 \$
1999	4 675 111
2000	3 781 859
2001	1 945 309
2002	50 717
	<hr/>
	18 321 505 \$

8. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers, le Fonds est apparenté avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. Le Fonds n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan du Fonds de la réforme du cadastre québécois du gouvernement du Québec au 31 mars 1997 ainsi que l'état des opérations et de l'excédent et l'état de l'évolution de la situation financière de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1997 ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les principes comptables généralement reconnus. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, FCA

Québec, le 25 août 1997

FONDS DE L'ASSURANCE-MÉDICAMENTS (note 1)
(L.Q., 1996, c. 32)

RÉSULTATS ET SOLDE DU FONDS
de l'exercice de trois mois terminé le 31 mars 1997
(en milliers de dollars)

	<u>1997</u>
REVENUS	
Primes	<u>44 250</u>
DÉPENSES	
Médicaments et services pharmaceutiques	34 465
Frais d'administration	
Régie de l'assurance-maladie du Québec (note 3)	3 143
Perception des primes par le ministère du Revenu du Québec	<u>375</u>
	<u>37 983</u>
REVENU NET ET SOLDE DU FONDS À LA FIN	<u><u>6 267</u></u>

BILAN
au 31 mars 1997
(en milliers de dollars)

	<u>1997</u>
ACTIF	
À court terme	
Prime à recevoir	<u>44 250</u>
PASSIF	
À court terme	
Dû à la Régie de l'assurance-maladie du Québec	37 983
SOLDE DU FONDS	<u>6 267</u>
	<u><u>44 250</u></u>

Pour le Fonds:

André Dicaire
 Suzette Arsenault

FONDS DE L'ASSURANCE-MÉDICAMENTS

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 1997

(en milliers de dollars)

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds de l'assurance-médicaments a été institué le 20 juin 1996 en vertu de la Loi sur l'assurance-médicaments et modifiant diverses dispositions législatives (1996, chapitre 32). Il a pour objet d'assumer le coût des médicaments et services pharmaceutiques fournis à toute personne admissible qui n'est pas tenue d'adhérer à un contrat d'assurance collective ou à un régime d'avantages sociaux sauf:

- une personne âgée de 65 ans ou plus;
- une personne qui reçoit des prestations en vertu d'un programme d'aide de dernier recours.

Il est constitué des primes déterminées en fonction du revenu gagné au cours de l'année civile par toute personne ne bénéficiant pas des garanties prévues en vertu d'une assurance collective ou d'un régime d'avantages sociaux et ce, peu importe l'âge.

Par contre, des exonérations de primes sont prévues dans la loi pour des personnes telles que les enfants et celles qui reçoivent des prestations en vertu d'un programme d'aide de derniers recours.

Le fonds a débuté ses activités le 1^{er} janvier 1997 et il est administré par la Régie de l'assurance-maladie du Québec. Les modes de gestion, de financement et d'opération du Fonds sont prévus dans sa loi constitutive.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de la comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Primes

La valeur estimative des primes est inscrite aux revenus en proportion de la période de couverture d'assurance écoulée au 31 mars.

Cette estimation est établie en fonction d'une évaluation des revenus des personnes couvertes par le régime laquelle est déterminée à partir d'un échantillon représentatif des revenus d'une année antérieure de l'ensemble de la population du Québec. Les données de l'année échantillonnées sont indexées pour tenir compte de la croissance des revenus.

Les ajustements entre la valeur estimative des primes et leur valeur réelle sont comptabilisés au cours de l'exercice ou ils sont connus.

3. FRAIS D'ADMINISTRATION

Les frais d'administration imputés par la Régie de l'assurance-maladie du Québec sont les suivants:

	1997
Réseau de communication interactive	1 334
Traitements et avantages sociaux	966
Autres	843
	3 143

FONDS DE L'ASSURANCE-MÉDICAMENTS**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR**

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan du Fonds de l'assurance-médicaments au 31 mars 1997 ainsi que l'état des résultats et du solde du Fonds de l'exercice de trois mois terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1997, ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice de trois mois terminé à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, FCA

Québec, le 30 mai 1997

FONDS DE L'ÉTAT CIVIL (note 1)
(L.Q. 1996, c. 21)

OPÉRATIONS ET DÉFICIT
de l'année financière terminée le 31 mars 1997

	1997
REVENUS	
Services rendus:	
Demande de certificats	10 264 412 \$
Inscriptions tardives	53 498
Changements de nom	316 710
Attestations	76 045
Autres	180 683
	<u>10 891 348</u>
DÉPENSES	
Traitements et avantages sociaux	7 024 449
Transport et communication	827 868
Services professionnels et administratifs	651 041
Entretien et réparations	87 735
Loyers	979 828
Fournitures et approvisionnements	243 854
Frais financiers	94 814
Amortissement des immobilisations	80 562
Amortissement des frais de développement de systèmes	983 572
Autres	12 185
	<u>10 985 908</u>
PERTE NETTE ET DÉFICIT À LA FIN	<u>94 560 \$</u>

FONDS DE L'ÉTAT CIVIL

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
de l'année financière terminée le 31 mars 1997

	1997
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION	
Perte nette	(94 560) \$
Éléments sans incidence sur les liquidités:	
Amortissement des immobilisations	80 562
Amortissement des frais de développement de systèmes	983 572
	969 574
Variation des éléments d'actif et de passif liés à l'exploitation	16 356
Liquidités provenant des activités d'exploitation	985 930
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT	
Remboursement de l'obligation découlant d'un contrat de location-acquisition	(35 218)
Remboursement au Fonds des registres du ministère de la Justice	(4 872 347)
Liquidités utilisées pour les activités de financement	(4 907 565)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT	
Acquisitions d'immobilisations	(11 087)
Frais de développement de systèmes	(1 429 529)
Liquidités utilisées pour les activités d'investissement	(1 440 616)
LIQUIDITÉS DÉFICITAIRES À LA FIN	(5 362 251) \$

Les liquidités déficitaires du Fonds comprennent les emprunts du Fonds de financement du gouvernement du Québec diminués de l'encaisse.

FONDS DE L'ÉTAT CIVIL

BILAN
au 31 mars 1997

	Bilan au 31 mars 1997	Bilan d'ouverture au 1 ^{er} avril 1996
ACTIF		
À court terme		
Encaisse	87 786 \$	
Débiteurs	551 109	
Frais payés d'avance	353	
	<u>639 248</u>	
Immobilisations (note 3)	189 004	258 479 \$
Frais de développement de systèmes (note 4)	5 363 815	4 917 858
	<u>6 192 067 \$</u>	<u>5 176 337 \$</u>
PASSIF		
À court terme		
Emprunt du Fonds de financement du gouvernement du Québec	5 450 037 \$	
Créditeurs et frais courus	739 207	15 806 \$
Obligation découlant d'un contrat de location-acquisition (note 5)	32 110	32 406
Revenus perçus d'avance	29 651	185 234
	<u>6 251 005</u>	<u>233 446</u>
Obligation découlant d'un contrat de location-acquisition (note 5)	21 610	56 532
Dû au Fonds des registres du ministère de la Justice	14 012	4 886 359
DÉFICIT	(94 560)	
	<u>6 192 067 \$</u>	<u>5 176 337 \$</u>

ENGAGEMENTS (note 6)

Guy Lavigne
Directeur de l'état civil

Nicole Brodeur
Sous-ministre des Relations avec
les citoyens et de l'Immigration

FONDS DE L'ÉTAT CIVIL

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 1997

1. CONSTITUTION ET OBJETS

Le Fonds de l'état civil a été constitué le 1^{er} avril 1996 par la Loi sur le ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration (L.Q. 1996, chapitre 21). Le Fonds est affecté au financement des biens et services fournis sous l'autorité du ministre qui sont reliés à l'inscription et à la publicité des actes de l'état civil.

Les opérations du Fonds ont débuté le 1^{er} avril 1996. Ce Fonds continue les activités du Fonds des registres du ministère de la Justice reliées à l'inscription et à la publicité des actes de l'état civil. À cette date, les actifs et passifs de ce Fonds qui sont reliés aux actes de l'état civil ont été transférés au Fonds de l'état civil.

Le Fonds est administré par le ministre des Relations avec les citoyens et de l'Immigration. Le mode de gestion, de financement et d'opération du Fonds, prévu dans sa loi constitutive, précise notamment que les intérêts produits par les sommes constituant le Fonds sont versés au Fonds consolidé du revenu. Les surplus accumulés par le Fonds sont versés au Fonds consolidé du revenu aux dates et dans la mesure que détermine le Gouvernement.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon les principes comptables généralement reconnus. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Immobilisations

Les immobilisations cédées au Fonds lors de sa constitution sont inscrites à la valeur attribuée par le gouvernement du Québec. Les autres immobilisations sont comptabilisées au coût d'acquisition. Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux suivants:

	Taux
Ameublement	20 %
Équipement de bureautique et d'informatique	33 1/3 %
Équipement détenu en vertu d'un contrat de location-acquisition	20 %

Frais de développement de systèmes

Les frais de développement de systèmes représentent le coût de développement du registre de l'état civil. Ils incluent également la rémunération du personnel prenant part directement aux travaux de développement, le coût des services professionnels, le coût du matériel et des équipements de même que les frais de financement s'y rapportant. Ces frais sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire au taux de 20 % à compter de la mise en opération du registre.

3. IMMOBILISATIONS

	31 mars 1997			1 ^{er} avril 1996
	Coût ou valeur attribuée	Amortissement cumulé	Net	Valeur attribuée
Ameublement	142 159 \$	28 382 \$	113 777 \$	140 679 \$
Équipement de bureautique et d'informatique	63 836	20 394	43 442	54 229
Équipement détenu en vertu d'un contrat de location- acquisition	63 571	31 786	31 785	63 571
	<u>269 566 \$</u>	<u>80 562 \$</u>	<u>189 004 \$</u>	<u>258 479 \$</u>

FONDS DE L'ÉTAT CIVIL

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)

31 mars 1997

4. FRAIS DE DÉVELOPPEMENT DE SYSTÈMES

	31 mars 1997			1 ^{er} avril 1996
	Coût ou valeur attribuée	Amortissement cumulé	Net	Valeur attribuée
Registre de l'état civil	6 347 387 \$	983 572 \$	5 363 815 \$	4 917 858 \$

5. OBLIGATION DÉCOULANT D'UN CONTRAT DE LOCATION-ACQUISITION

Les paiements minimums exigibles sur l'obligation découlant d'un contrat de location-acquisition s'établissent comme suit:

	1997
1998	34 813 \$
1999	22 153
Total des paiements minimums exigibles	56 966
Montant représentant les intérêts inclus dans les paiements minimums exigibles au taux de 7,5 %	3 246
Versements échéant en deçà d'un an	53 720
	32 110
	21 610 \$

6. ENGAGEMENTS

Le Fonds est engagé par des contrats à long terme échéant à diverses dates jusqu'en 1999. Ces contrats sont principalement reliés au développement et à la mise à jour de systèmes informatiques.

Les paiements prévus en vertu de ces contrats s'établissent comme suit:

1998	2 578 028 \$
1999	1 291 082
	3 869 110 \$

7. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers, le Fonds est apparenté avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. Le Fonds n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

8. RÉGIMES DE RETRAITE

Les membres du personnel du Fonds participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF). Ces régimes sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Les cotisations du Fonds défrayées au cours de l'année financière s'élèvent à 277 062 \$. Les obligations du Fonds envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

FONDS DE L'ÉTAT CIVIL**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR**

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan d'ouverture au 1^{er} avril 1996 et le bilan au 31 mars 1997 du Fonds de l'état civil du gouvernement du Québec ainsi que l'état des opérations et du déficit et l'état de l'évolution de la situation financière de l'année financière terminée le 31 mars 1997. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 1^{er} avril 1996 et au 31 mars 1997, ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée le 31 mars 1997 selon les principes comptables généralement reconnus.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, FCA

Québec, le 19 septembre 1997

FONDS DE L'INDUSTRIE DES COURSES DE CHEVAUX
(L.Q., 1995, c. 68)

PROVENANCE ET RÉPARTITION DES FONDS
de l'exercice terminé le 31 mars 1997

	1997	1996 (3 mois)
PROVENANCE DES FONDS		
Taxe sur le pari mutuel	12 749 546 \$	2 926 023 \$
RÉPARTITION DES FONDS		
Pour le soutien de l'industrie des courses de chevaux (note 3)		
Société de promotion de l'industrie des courses de chevaux (SPICC) Inc.	9 562 159 \$	2 157 607 \$
Hippodrome de Montréal	2 798 862	706 099
Hippodrome de Québec	248 143	62 317
Hippodrome d'Aylmer	82 696	
Hippodrome de Trois-Rivières	56 586	
Autres	1 100	
	12 749 546 \$	2 926 023 \$

BILAN
au 31 mars 1997

	1997	1996
ACTIF		
À recevoir du gouvernement du Québec	916 405 \$	1 504 479 \$
PASSIF		
Dû aux organismes de l'industrie des courses de chevaux	916 405 \$	1 504 479 \$

Nicole Nolin
Administratrice du Fonds de l'industrie des
courses de chevaux

Jacques Brind'Amour
Sous-ministre de l'Industrie, du Commerce,
de la Science et de la Technologie

FONDS DE L'INDUSTRIE DES COURSES DE CHEVAUX**NOTES COMPLÉMENTAIRES**
31 mars 1997**1. CONSTITUTION ET OBJET**

Le Fonds de l'industrie des courses de chevaux est constitué par la Loi modifiant la Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et d'autres dispositions législatives concernant l'industrie des courses de chevaux (L.Q. 1995, chapitre 68), entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1996, date de début des opérations du Fonds. Il a pour objet de soutenir l'industrie des courses de chevaux.

Le Fonds est constitué principalement des sommes versées par le ministre du Revenu représentant le produit de la taxe sur le pari mutuel perçu en vertu de la Loi sur la taxe de vente du Québec (L.R.Q., c. T-0.1).

Le mode de gestion et de financement du Fonds, prévu dans sa loi constitutive, précise notamment que les intérêts produits par les sommes constituant le Fonds ne font pas partie du Fonds.

La gestion des sommes constituant le Fonds est confiée au ministre des Finances. Les surplus accumulés par le Fonds sont versés au Fonds consolidé du revenu aux dates et dans la mesure que détermine le Gouvernement.

Les frais d'administration du Fonds sont assumés par le Fonds consolidé du revenu.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction, selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations. L'état de l'évolution de la situation financière n'est pas présenté, car il n'apporterait pas de renseignements supplémentaires utiles pour la compréhension des mouvements de trésorerie durant l'exercice.

3. RÉPARTITION DES FONDS

En vertu d'un décret du gouvernement, les sommes provenant de la taxe sur le pari mutuel perçues par le ministre du Revenu et déposées dans le Fonds sont réparties entre la Société de promotion de l'industrie des courses de chevaux (SPICC) Inc. et les hippodromes. Ces dernières reçoivent 25 % de la taxe sur le pari mutuel alors que le montant attribué à la Société de promotion de l'industrie des courses de chevaux (SPICC) Inc. est établi en vertu du décret 666-94.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan du Fonds de l'industrie des courses de chevaux du gouvernement du Québec au 31 mars 1997 ainsi que l'état de la provenance et répartition des fonds de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1997, ainsi que la provenance et la répartition des fonds et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, FCA

Québec, le 1^{er} mai 1997

FONDS DE PERCEPTION (note 1)
(L.Q. 1996, c. M-31)

OPÉRATIONS ET EXCÉDENT
de l'année financière terminée le 31 mars 1997

	1997
REVENUS	
Honoraires de perception	
- Ministère du Revenu	40 507 275 \$
- Fonds des pensions alimentaires	3 120 528
Frais de recouvrement (note 3)	8 344 680
	<u>51 972 483</u>
 FRAIS D'OPÉRATION ET D'ADMINISTRATION	
Traitements et avantages sociaux	32 377 477
Honoraires professionnels	8 260 061
Transport et communication	2 993 953
Location d'espaces	2 262 144
Fournitures et approvisionnements	255 250
Entretien et réparations	127 758
Autres dépenses	15 873
Amortissement des immobilisations	29 954
Amortissement des frais de développement de systèmes	433 420
	<u>46 755 890</u>
 REVENU NET ET EXCÉDENT À LA FIN	 <u><u>5 216 593 \$</u></u>

FONDS DE PERCEPTION**ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE**
de l'année financière terminée le 31 mars 1997

	1997
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION	
Revenu net	5 216 693 \$
Éléments sans incidence sur les liquidités:	
Amortissement des immobilisations	29 854
Amortissement des frais de développement de systèmes	433 420
	5 679 967
Variation des éléments d'actif et de passif liés à l'exploitation	2 532 407
Liquidités provenant des activités d'exploitation	8 212 374
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT	
Obligations découlant d'un contrat de location-acquisition:	
Obligations	1 601 200
Remboursement	(370 685)
Remboursement d'emprunt	(1 601 200)
Liquidités utilisées pour les activités de financement	(370 685)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT	
Acquisitions:	
Immobilisations	(373 054)
Frais de développement de systèmes	(2 366 827)
Frais de développement de systèmes acquis en vertu du contrat de location-acquisition	(1 601 200)
Produit d'aliénation de frais de développement de systèmes	1 601 200
Liquidités utilisées pour les activités d'investissement	(2 739 881)
AUGMENTATION DES LIQUIDITÉS	5 101 808
ENCAISSE AU DÉBUT	44 000
LIQUIDITÉS À LA FIN	5 145 808 \$

Les liquidités du Fonds comprennent l'encaisse et les avances au Fonds consolidé du revenu.

FONDS DE PERCEPTION

BILAN
au 31 mars 1997

	Bilan au 31 mars 1997	Bilan d'ouverture au 1 ^{er} avril 1996
ACTIF		
À court terme		
Encaisse	43 617 \$	44 000 \$
Débiteurs	11 493	
Avance au Fonds consolidé du revenu (note 4)	5 102 191	
	5 157 301	44 000
Immobilisations (note 5)	343 101	1
Frais de développement de systèmes (note 6)	3 534 608	1 601 201
	9 035 010 \$	1 645 202 \$
PASSIF		
À court terme		
Créditeurs et frais courus	2 390 805 \$	
Revenus reportés	153 095	
Versement sur la dette à long terme (note 7)	325 361	370 685 \$
	2 869 261	370 685
Dette à long terme (note 7)	949 156	1 274 517
	3 818 417	1 645 202
EXCÉDENT	5 216 593	
	9 035 010 \$	1 645 202 \$

Jean-Guy Tessier
Administrateur du Fonds de perception

Nicole Malo
Sous-ministre du Revenu

FONDS DE PERCEPTION**NOTES COMPLÉMENTAIRES****31 mars 1997****1. CONSTITUTION ET OBJET**

Le Fonds de perception a été constitué le 1^{er} avril 1996 par la Loi modifiant la Loi sur le ministère du Revenu et d'autres dispositions législatives (L.Q. 1996, chapitre M-31), et a pour objet le financement des activités de recouvrement. Ces activités consistent à recouvrer et protéger les sommes dues au ministère du Revenu du Québec (MRQ) en impôts, en taxes, en droits ou en contributions à des régimes sociaux. Son mandat prévoit également la perception des sommes dues à des créanciers alimentaires lorsque le prélèvement de ces sommes n'a pu être assuré par le MRQ à l'égard des pensions alimentaires.

Ce Fonds est administré par le ministre du Revenu. Le mode de gestion, de financement et d'opération du Fonds est prévu dans sa loi constitutive. Les surplus accumulés sont versés au Fonds consolidé du revenu aux dates et dans la mesure que détermine le Gouvernement.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon les principes comptables généralement reconnus. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Immobilisations

Les immobilisations cédées au Fonds lors de sa constitution sont inscrites à la valeur attribuée par le gouvernement du Québec. Les autres immobilisations sont comptabilisées au coût d'acquisition.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux suivants:

	Taux
Mobilier et équipement de bureau	20 %
Équipements informatiques	25 %

Frais de développement de systèmes

Les frais de développement de systèmes représentent le coût de développement des systèmes informatiques transférés au Fonds lors de sa création et ceux encourus depuis le début des opérations. Ces frais représentent les coûts encourus pour la conception, la réalisation, la mise en place et l'amélioration des systèmes reliés aux activités du Fonds de perception. Ils sont portés aux opérations sur une période de 5 ans selon la méthode de l'amortissement linéaire à compter de leur mise en opération.

3. FRAIS DE RECouvreMENT

En vertu de l'article 12.1 de la Loi sur le ministère du Revenu, des frais de recouvrement de 10 % sont appliqués sur tout montant dont quiconque est redevable, lorsque le ministre utilise soit une mesure de recouvrement prévue par une loi fiscale, soit un recours légal.

Le Gouvernement a déterminé pour une période se terminant en 1998-1999 que le Fonds de perception sera notamment constitué, dans une proportion de 60 %, des frais de recouvrement prévus à l'article 12.1 de la Loi sur le ministère du Revenu.

Les frais de recouvrement permettront le financement des projets spécifiques de recouvrement et de projets de développement qui contribuent à augmenter les recettes du Gouvernement.

4. AVANCES AU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

Le ministère des Finances peut, aux conditions qu'il détermine, avancer à court terme au Fonds consolidé du revenu toute partie des sommes constituant le Fonds de perception et qui n'est pas requise pour son financement.

Il peut, inversement, avancer au Fonds à même le Fonds consolidé du revenu une somme ne pouvant excéder six millions de dollars. Les avances portent intérêt au taux préférentiel de la Banque nationale du Canada en vigueur pendant la durée de ces avances et sont imputés au Fonds.

Toutefois, la loi précise que les intérêts produits par les sommes constituant le Fonds sont versés au Fonds consolidé du revenu et ne sont pas présentés dans l'état des opérations et de l'excédent.

FONDS DE PERCEPTION

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1997

5. IMMOBILISATIONS

	1997			1996
	Coût ou valeur attribuée	Amortissement cumulé	Net	Valeur attribuée *
Mobilier et équipement de bureau	342 680 \$	24 517 \$	318 163 \$	1 \$
Équipements informatiques	30 375	5 437	24 938	
	<u>373 055 \$</u>	<u>29 954 \$</u>	<u>343 101 \$</u>	<u>1 \$</u>

* Au 1^{er} avril 1996, le Fonds a acquis du Gouvernement, au coût de un dollar, des immobilisations dont la juste valeur est estimée à 1 337 080 \$.

6. FRAIS DE DÉVELOPPEMENT DE SYSTÈMES

	1997			1996
	Coût ou valeur attribuée	Amortissement cumulé	Net	Valeur attribuée *
Frais de développement de systèmes	2 366 828 \$	62 735 \$	2 304 093 \$	1 601 201 \$
Frais de développement des systèmes détenus en vertu d'un contrat de location-acquisition	1 601 200	370 685	1 230 515	
	<u>3 968 028 \$</u>	<u>433 420 \$</u>	<u>3 534 608 \$</u>	<u>1 601 201 \$</u>

* Au 1^{er} avril 1996, le Fonds a acquis du Gouvernement, pour un montant de 1 601 201 \$, des systèmes informatiques opérationnels et en développement dont la juste valeur est estimée à 2 374 348 \$.

7. DETTE À LONG TERME

	31 mars 1997	1 ^{er} avril 1996
Emprunt auprès du Fonds des services gouvernementaux, 5,25 % et 6,11 %, échéant en 2001		1 601 200 \$
Obligations découlant d'un contrat de location-acquisition	1 230 515 \$	
Dû au Fonds consolidé du revenu à la suite du transfert de certains actifs du gouvernement du Québec, sans intérêt, dont les modalités de versements ne sont pas encore déterminées par le Gouvernement	44 002	44 002
	<u>1 274 517</u>	<u>1 645 202</u>
Versements échéant en deçà d'un an	325 361	370 685
	<u>949 156 \$</u>	<u>1 274 517 \$</u>

FONDS DE PERCEPTION

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1997

7. DETTE À LONG TERME (suite)

Les paiements minimums exigibles sur l'obligation découlant d'un contrat de location-acquisition s'établissent comme suit:

	1997
1998	339 363 \$
1999	339 363
2000	339 363
2001	339 363
Total des paiements minimums exigibles	1 357 452
Montant représentant les intérêts inclus dans les paiements minimums exigibles à des taux de 5,25 % et 6,11 %	126 937
	1 230 515
Versements échéant en deçà d'un an	325 361
	905 154 \$

8. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers, le Fonds est apparenté avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. Le Fonds n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

9. RÉGIMES DE RETRAITE

Les membres du personnel du Fonds participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF). Ces régimes sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Les cotisations du Fonds imputées aux résultats de l'année financière s'élèvent à 1 185 240 \$. Les obligations du Fonds envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

FONDS DE PERCEPTION**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR**

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan d'ouverture au 1^{er} avril 1996 et le bilan au 31 mars 1997 du Fonds de perception du gouvernement du Québec ainsi que l'état des opérations et de l'excédent et l'état de l'évolution de la situation financière de l'année financière terminée le 31 mars 1997. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 1^{er} avril 1996 et au 31 mars 1997, ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée le 31 mars 1997 selon les principes comptables généralement reconnus.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, FCA

Québec, le 19 septembre 1997

FONDS DES CAUTIONNEMENTS DES AGENTS DE VOYAGES

(L.R.Q., c. A-10)

CAUTIONNEMENTS INDIVIDUELS

REVENUS DE PLACEMENTS ET SOLDE À VERSER AU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU
de l'année financière terminée le 31 mars 1997

	1997	1996
SOLDE AU DÉBUT	95 587 \$	43 395 \$
Revenus de placements	44 355	52 192
Remise au Fonds consolidé du revenu	(95 587)	
SOLDE À LA FIN	44 355 \$	95 587 \$

CAUTIONNEMENTS COLLECTIFS

REVENUS ET DÉPENSES ET DÉFICIT

de l'année financière terminée le 31 mars 1997

	1997			1996
	Détaillants	Grossistes	Total	Total
Revenus de placements	338 823 \$	222 930 \$	561 753 \$	636 041 \$
Contributions annulées	9 510		9 510	25 412
	348 333	222 930	571 263	661 453
Réclamations et frais de fiducie	347 206	1 754 942	2 102 148	1 678 320
Frais d'administration - gouvernement du Québec	32 504	4 869	37 373	36 862
	379 710	1 759 811	2 139 521	1 715 182
Perte avant élément suivant	(31 377)	(1 536 881)	(1 568 258)	(1 053 729)
Diminution de la provision pour réclamations		300 000	300 000	
Perte nette	(31 377)	(1 236 881)	(1 268 258)	(1 053 729)
Revenus cumulés au début	933 223	(887 572)	45 651	1 099 380
(Déficit) Revenus cumulés à la fin	901 846 \$	(2 124 453) \$	(1 222 607) \$	45 651 \$

FONDS DES CAUTIONNEMENTS DES AGENTS DE VOYAGES

BILAN
au 31 mars 1997

	1997	1996
ACTIF		
CAUTIONNEMENTS INDIVIDUELS		
Encaisse	251 650 \$	11 055 \$
Dépôt à vue au fonds général de la Caisse de dépôt et placement du Québec - au coût	767 473	632 235
Revenus de placements à recevoir	9 534	3 357
Dû par les fonds des cautionnements collectifs	100 000	250 000
Avance à un fiduciaire		100 000
Obligations reçues en dépôt (valeur de réalisation: 1997: 426 159 \$; 1996: 350 755 \$)	399 000	335 000
	<u>1 527 657 \$</u>	<u>1 331 647 \$</u>
CAUTIONNEMENTS COLLECTIFS		
Encaisse	574 157 \$	150 314 \$
Dépôt à vue au fonds général de la Caisse de dépôt et placement du Québec - au coût	411 738	489 316
Revenus de placements à recevoir	31 033	45 838
Débiteurs	92 921	204 541
Avance à un fiduciaire portant intérêt et sans modalités de remboursement	100 000	
Dépôts à participation au fonds général de la Caisse de dépôt et placement du Québec (note 3)	5 338 176	5 841 880
	<u>6 548 025 \$</u>	<u>6 731 889 \$</u>
PASSIF		
CAUTIONNEMENTS INDIVIDUELS		
Cautionnements individuels des agents de voyages (note 4)	1 483 302 \$	1 236 060 \$
Solde des revenus de placements à verser au Fonds consolidé du revenu	44 355	95 587
	<u>1 527 657 \$</u>	<u>1 331 647 \$</u>
CAUTIONNEMENTS COLLECTIFS		
Dû au fonds des cautionnements individuels	100 000 \$	250 000 \$
Réclamations et frais à payer (note 5)	1 732 282	607 259
Provision pour réclamations (note 7)	34 500	334 500
Contributions de base (note 6)	5 903 850	5 494 479
Avoir des fonds: (Déficit) Revenus cumulés	(1 222 607)	45 651
	<u>6 548 025 \$</u>	<u>6 731 889 \$</u>

ÉVENTUALITÉ (note 8)

La Présidente de l'Office de la
protection du consommateur,
Nicole Fontaine

FONDS DES CAUTIONNEMENTS DES AGENTS DE VOYAGES**NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 1997****1. COMPOSITION DES FONDS ET MODALITÉS D'OPÉRATION**

Les fonds des cautionnements individuels et collectifs des agents de voyages sont composés de cautionnements déterminés par règlement du Gouvernement en vertu de la Loi sur les agents de voyages (L.R.Q., chapitre A-10) et sont administrés par la présidente de l'Office de la protection du consommateur. Ces cautionnements ont pour objet de garantir notamment l'observance de cette loi et de son règlement.

Les revenus de placements provenant des espèces déposées à titre de cautionnements individuels sont versés au Fonds consolidé du revenu. Les coupons d'intérêts attachés aux obligations reçues en dépôt demeurent la propriété de leurs déposants et leur sont remis sur demande.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers des Fonds des cautionnements des agents de voyage ont été préparés selon la méthode de la comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations. L'état de l'évolution de la situation financière des fonds n'est pas présenté, car il n'apporterait pas de renseignements supplémentaires utiles pour la compréhension des mouvements de trésorerie durant l'exercice.

Cautionnements

Les cautionnements individuels et les contributions à titre de cautionnements collectifs sont comptabilisés au fur et à mesure de leur encaissement.

Obligations reçues en dépôt

Les obligations reçues en dépôt à titre de cautionnements individuels sont présentées à leur valeur nominale.

Dépôts à participation au fonds général de la Caisse de dépôt et placement du Québec

Les dépôts à participation sont comptabilisés au coût d'acquisition.

Frais d'administration

Les frais d'administration autres que ceux relatifs aux opérations de placement, de perception et de déboursement ainsi que de comptabilisation des transactions sont assumés par le gouvernement du Québec et ne sont pas imputés aux fonds des cautionnements des agents de voyages.

3. DÉPÔTS À PARTICIPATION AU FONDS GÉNÉRAL DE LA CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBEC

Les dépôts à participation au fonds général de la Caisse de dépôt et placement du Québec sont exprimés en unités et chaque unité confère à son détenteur une participation proportionnelle à l'avoir net et au revenu net du fonds général. Les unités sont remboursables sur préavis selon les modalités des règlements de la Caisse, à la valeur marchande de l'avoir net du fonds général à la fin de chaque mois.

	1997	1996
Nombre d'unités	6 341	6 947
Coût d'acquisition des unités	5 338 176 \$	5 841 880 \$
Valeur marchande des unités au 31 mars	5 657 830 \$	5 986 344 \$
Valeur marchande par unité au 31 mars	892 \$	862 \$

FONDS DES CAUTIONNEMENTS DES AGENTS DE VOYAGES

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1997

4. CAUTIONNEMENTS INDIVIDUELS DES AGENTS DE VOYAGES

	1997	1996
Solde au début	1 236 060 \$	1 081 917 \$
Dépôts de cautionnements	383 115	297 000
	1 619 175	1 378 917
Réclamations et frais de fiducie	873	13 983
Remises de cautionnements	90 000	65 874
Cautionnements remis et remplacés par des polices individuelles de garantie	45 000	63 000
	135 873	142 857
Solde à la fin	1 483 302 \$	1 236 060 \$

Les cautionnements fournis par les agents de voyages sous forme de polices individuelles de garantie sont estimés à 23 663 751 \$ au 31 mars 1997 (26 308 750 \$ au 31 mars 1996). Cette estimation exclut les polices de garantie des agences ayant cessé leurs opérations depuis moins de deux ans et contre lesquelles des réclamations peuvent encore être effectuées.

5. RÉCLAMATIONS ET FRAIS À PAYER

À la suite d'un règlement hors cour intervenu le 2 juillet 1997 avec un fournisseur de services à une agence de voyage, l'Office de la protection du consommateur est tenu de verser 1 620 000 \$ en capital à même les fonds des cautionnements collectifs des agents de voyage. L'entente prévoit des paiements s'échelonnant sur 3 ans et ceux-ci porteront intérêts au taux de 8 % l'an. Les versements en capital prévus en vertu de cette entente s'établissent comme suit:

	1997
Juillet 1997	420 000 \$
Juillet 1998	400 000
Juillet 1999	400 000
Juillet 2000	400 000
Total de l'entente hors cour	1 620 000
Autres réclamations exigibles à court terme	112 282
	1 732 282 \$

6. CONTRIBUTIONS DE BASE - CAUTIONNEMENTS COLLECTIFS

	1997	1996
Détaillants		
Solde au début	3 186 858 \$	3 031 563 \$
Contributions reçues	279 557	323 361
Contributions remboursées	(94 750)	(155 228)
Contributions annulées virées aux revenus	(9 510)	(12 838)
Solde à la fin (à reporter)	3 362 155 \$	3 186 858 \$

FONDS DES CAUTIONNEMENTS DES AGENTS DE VOYAGES

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1997

6. CONTRIBUTIONS DE BASE - CAUTIONNEMENTS COLLECTIFS (suite)

	1997	1996
Solde à la fin (reporté)	3 362 155 \$	3 186 858 \$
Grossistes		
Solde au début	2 307 621	2 273 589
Contributions reçues	335 750	228 927
Contributions remboursées	(101 676)	(182 321)
Contributions annulées virées aux revenus		(12 574)
Solde à la fin	2 541 695	2 307 621
Solde à la fin - détaillants et grossistes	5 903 850 \$	5 494 479 \$

7. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations avec le Fonds consolidé du revenu déjà divulguées dans les états financiers, le Fonds est apparenté avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. Le Fonds n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

8. ÉVENTUALITÉ

Selon un jugement de la Cour supérieure du Québec rendu en mars 1991, un fournisseur de services à une agence de voyages qui a cessé ses activités a pu être indemnisé en vertu de la Loi sur les agents de voyages et ses règlements. À la suite de ce jugement, une modification au règlement sur les agents de voyages, entrée en vigueur le 14 mai 1992, fait en sorte que ce type de réclamation n'est plus recevable par l'Office de la protection du consommateur. Néanmoins, les fournisseurs de services lésés par une agence de voyages peuvent effectuer une réclamation à l'Office pour les événements survenus avant le 14 mai 1992. La réclamation à cet effet doit être transmise à l'intérieur d'un délai maximum de cinq ans.

L'Office de la protection du consommateur a l'intention de contester les réclamations reçues au montant de 157 000 \$. Une provision au montant de 34 500 \$ a été comptabilisée au 31 mars 1997.

FONDS DES CAUTIONNEMENTS DES AGENTS DE VOYAGES**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR**

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan des fonds des cautionnements des agents de voyages au 31 mars 1997 ainsi que l'état des revenus de placements et du solde à verser au Fonds consolidé du revenu du Fonds des cautionnements individuels et l'état des revenus et dépenses et du déficit des Fonds des cautionnements collectifs de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la présidente de l'Office de la protection du consommateur. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière de ces fonds au 31 mars 1997, ainsi que les résultats de leurs opérations et l'évolution de leur situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, FCA

Québec, le 25 juillet 1997

FONDS DES CONTRIBUTIONS DES AUTOMOBILISTES AU TRANSPORT EN COMMUN
(L.R.Q., c. M-28 et T-12)

PROVENANCE ET RÉPARTITION DES FONDS
de l'année financière terminée le 31 mars 1997
(en milliers de dollars)

	1997	1996
PROVENANCE DES FONDS		
Contributions des automobilistes - net (note 1)	58 007	57 520
RÉPARTITION DES FONDS		
Pour le financement des services de transport en commun (note 3)		
- Agence métropolitaine de transport	39 100	9 207
- Société de transport de la Communauté urbaine de Montréal		23 168
- Société de transport de la Ville de Laval		2 642
- Société de transport de la Rive-sud de Montréal		3 736
- Société de transport de l'Outaouais	3 513	3 473
- Corporation intermunicipale de transport des Forges	1 879	1 869
- Corporation intermunicipale de transport du Saguenay	2 182	2 152
- Corporation métropolitaine de transport de Sherbrooke	2 047	2 015
- Société de transport de la Communauté urbaine de Québec	8 537	8 481
- Corporation intermunicipale de transport de la Rive-sud de Québec	749	777
	58 007	57 520

FONDS DES CONTRIBUTIONS DES AUTOMOBILISTES AU TRANSPORT EN COMMUN

BILAN
au 31 mars 1997
 (en milliers de dollars)

	1997	1996
ACTIF		
Encaisse	7	15
Placement temporaire - au coût	12 377	12 200
Contributions à recevoir de la Société de l'assurance automobile du Québec	1 353	1 496
Fonds répartis à recevoir d'organismes publics de transport en commun	18	134
	<u>13 755</u>	<u>13 845</u>
PASSIF		
Dû aux organismes publics de transport en commun	<u>13 755</u>	<u>13 845</u>

P. Gignac
 Administrateur du Fonds des contributions
 des automobilistes au transport en commun

André Trudeau
 Sous-ministre des Transports

FONDS DES CONTRIBUTIONS DES AUTOMOBILISTES AU TRANSPORT EN COMMUN**NOTES COMPLÉMENTAIRES**
31 mars 1997**1. CONSTITUTION ET OBJET**

Le Fonds des contributions des automobilistes au transport en commun est constitué en vertu de la Loi sur le ministère des Transports (L.R.Q., chapitre M-28). Il a pour objet de pourvoir au financement des services de transport en commun des organismes publics visés à l'article 88.1 de la Loi sur les transports (L.R.Q., chapitre T-12).

Le Fonds est constitué des contributions des automobilistes au transport en commun perçues par la Société de l'assurance automobile du Québec, déduction faite d'un montant représentant 2 % des contributions perçues pour couvrir les frais d'administration de la Société.

La gestion des sommes qui constituent le Fonds est confiée au ministre des Finances.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction, selon les principes comptables généralement reconnus. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations. L'état de l'évolution de la situation financière n'est pas présenté, car il n'apporterait pas de renseignements supplémentaires utiles pour la compréhension des mouvements de trésorerie durant l'exercice.

Les états financiers ne présentent pas les intérêts produits par le Fonds qui sont versés au Fonds consolidé du revenu ni les frais d'administration du Fonds qui sont assumés par le Fonds consolidé du revenu.

3. RÉPARTITION DES CONTRIBUTIONS

Les sommes qui constituent le Fonds sont réparties en proportion des contributions perçues dans chaque région mentionnée dans la loi. Chaque organisme public de transport en commun, dont le territoire se situe dans une autre région que celle de Québec, reçoit toute la part attribuable à sa région. Quant à la région de Québec, les sommes qui constituent le Fonds ont été réparties entre les organismes dont le territoire fait partie de cette région, dans une proportion de 80 % à partir des recettes produites par les usagers de leurs réseaux respectifs de transport en commun et, dans une proportion de 20 %, sur la base des contributions des automobilistes ayant leur adresse dans une municipalité ou une réserve indienne appartenant à leurs territoires respectifs.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan du Fonds des contributions des automobilistes au transport en commun du gouvernement du Québec au 31 mars 1997 ainsi que l'état de la provenance et de la répartition des fonds de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1997, ainsi que la provenance et la répartition des fonds et l'évolution de la situation financière du Fonds pour l'année financière terminée à cette date selon les principes comptables généralement reconnus. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, FCA

Québec, le 10 octobre 1997

FONDS DES PENSIONS ALIMENTAIRES
(L.Q., 1995, c. 18)

REVENUS ET DÉPENSES
de l'exercice terminé le 31 mars 1997

	1997	1996
		(4 mois)
REVENUS		
Subvention d'équilibre du gouvernement du Québec	16 644 577 \$	1 771 814 \$
Intérêts	16 263	186
Frais d'arrérages et autres	793 098	4 485
	<u>17 453 938 \$</u>	<u>1 776 485 \$</u>
DÉPENSES		
Honoraires de gestion (note 3)	15 688 587 \$	1 716 941 \$
Amortissement des immobilisations	431 456	22 910
Amortissement des frais de développement	1 222 968	36 448
Créances douteuses	93 307	
Autres intérêts	17 620	186
	<u>17 453 938 \$</u>	<u>1 776 485 \$</u>

FONDS DES PENSIONS ALIMENTAIRES

BILAN
au 31 mars 1997

	1997	1996
ACTIF		
À court terme		
Débiteurs (note 4)	1 541 970 \$	132 196 \$
Subvention à recevoir du gouvernement du Québec	170 297	179 796
	1 712 267	311 992
Immobilisations (note 5)	900 289	1 287 506
Frais de développement de systèmes (note 6)	6 010 909	5 411 047
	8 623 465 \$	7 010 545 \$
PASSIF		
À court terme		
Fournisseurs	713 249 \$	3 219 755 \$
Dû aux créanciers alimentaires (note 7)	1 989 862	
	2 703 111	3 219 755
Sûretés confiées au Fonds (note 8)	737 881	40 082
Dû au Fonds consolidé du revenu (note 9)	5 182 473	3 750 708
	8 623 465 \$	7 010 545 \$

Jacques Pinsonnault
Administrateur du Fonds des
pensions alimentaires

Nicole Malo
Sous-ministre du Revenu

FONDS DES PENSIONS ALIMENTAIRES

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 1997

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds des pensions alimentaires est constitué par la Loi facilitant le paiement des pensions alimentaires (L.Q. 1995, chapitre 18), entrée en vigueur le 1^{er} décembre 1995. Cette loi prévoit qu'un débiteur alimentaire doit verser au ministre du Revenu la pension au bénéfice du créancier alimentaire sauf si le tribunal, dans les cas qui y sont prévus, en décide autrement. Deux fois par mois, le ministre verse au créancier alimentaire le montant de la pension et des arrérages. Lorsque le montant de la pension n'est pas reçu par le ministre à l'échéance, le Fonds peut avancer les sommes nécessaires au versement de la pension alimentaire pendant une période d'au plus trois mois jusqu'à concurrence de 1 000 \$. Le Fonds verse également au ministère de l'Emploi et de la Solidarité le montant de la pension alimentaire perçue auprès du débiteur dans les dossiers où il détient une subrogation.

Le Fonds est administré par le ministre du Revenu. Celui-ci certifie de plus que les engagements et les paiements qui en découlent n'excèdent pas les soldes disponibles et leur sont conformes. Le mode de gestion, de financement et d'opération de ce Fonds est prévu dans sa loi constitutive.

Le gouvernement du Québec contribue à l'équilibre des revenus et dépenses d'administration du Fonds en versant une subvention d'équilibre prélevée sur les crédits alloués à cette fin au ministère du Revenu par le Parlement.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon les principes comptables généralement reconnus. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations. L'état de l'évolution de la situation financière n'est pas présenté, car il n'apporterait pas de renseignements supplémentaires utiles pour la compréhension des mouvements de trésorerie durant l'exercice.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût d'acquisition. Elles sont amorties sur leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement dégressif aux taux suivants:

	Taux
Mobilier et équipement de bureau	20 %
Équipement informatique	33 1/3 %

Frais de développement de systèmes

Les frais de développement des systèmes transférés au Fonds lors de sa constitution sont comptabilisés à la valeur attribuée par le gouvernement du Québec. Ces frais représentent les coûts encourus pour la conception, la réalisation, la mise en place et l'amélioration des systèmes reliés aux activités des pensions alimentaires. Ils sont portés aux opérations sur une période de 5 ans selon la méthode de l'amortissement linéaire à compter de leur mise en opération.

Perçus d'avance

Les sommes perçues d'avance représente l'excédent des encaissements reçus des débiteurs alimentaires sur les sommes versées aux créanciers alimentaires en fin d'année.

3. HONORAIRES DE GESTION

Le ministère du Revenu facture des honoraires de gestion au Fonds sur la base des services rendus pour l'administration de la Loi facilitant le paiement des pensions alimentaires.

	1997	1996
Traitements	10 643 390 \$	966 178 \$
Dépenses de fonctionnement	4 651 892	714 703
Intérêts et avances	393 305	36 060
	<u>15 688 587 \$</u>	<u>1 716 941 \$</u>

FONDS DES PENSIONS ALIMENTAIRES

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1997

4. DÉBITEURS

Les débiteurs se composent des avances effectuées pour le versement de la pension alimentaire pendant une période d'au plus trois mois jusqu'à concurrence de 1 000 \$ et des comptes à recevoir sur les frais administratifs facturés aux débiteurs.

	1997	1996
Avances - créanciers alimentaires	774 189 \$	127 711 \$
Frais administratifs	767 781	4 485
	<u>1 541 970 \$</u>	<u>132 196 \$</u>

5. IMMOBILISATION

	1997			1996
	Coût	Amortissement cumulé	Net	Net
Mobilier et équipement de bureau	7 985 \$	2 023 \$	5 962 \$	7 453 \$
Équipement informatique	1 346 670	452 343	894 327	1 280 053
	<u>1 354 655 \$</u>	<u>454 366 \$</u>	<u>900 289 \$</u>	<u>1 287 506 \$</u>

Au cours de l'exercice, le Fonds a acquis pour 44 239 \$ d'immobilisations (813 604 \$ en 1996).

6. FRAIS DE DÉVELOPPEMENT DE SYSTÈMES

	1997			1996
	Coût	Amortissement cumulé	Net	Net
Frais de développement de systèmes	7 270 325 \$	1 259 416 \$	6 010 909 \$	5 411 047 \$

Au cours de l'exercice, le Fonds a acquis pour 1 822 830 \$ de frais de développement de systèmes (5 944 307 \$ en 1996).

7. DÛ AUX CRÉANCIERS ALIMENTAIRES

Au cours de l'exercice, le Fonds des pensions alimentaires a encaissé 47 266 559 \$ des débiteurs alimentaires et a versé 45 276 697 \$ aux créanciers alimentaires. L'écart constitue des avances reçues ou effectuées au Fonds consolidé du revenu.

De plus au 31 mars 1997, le ministre du Revenu a la responsabilité de récupérer au nom du Fonds une somme de 108 634 651 \$ des débiteurs alimentaires et lors de l'encaissement, un montant équivalent doit être versé par le Fonds aux créanciers alimentaires.

Ces débiteurs ne sont pas présentés au bilan du Fonds des pensions alimentaires.

8. SÛRETÉS CONFIÉES AU FONDS

Le Fonds détient, en garantie du paiement de la pension, des sûretés liquides et non-liquides. Les sûretés en numéraire sont comptabilisées au passif du Fonds et des intérêts au taux légal sont remis annuellement au débiteur. Les autres sûretés, détenus par le Fonds et ne procurant pas d'avantage économique futur, sont constitués de lettres de garantie bancaire au montant de 493 144 \$ (53 334 \$ en 1996).

FONDS DES PENSIONS ALIMENTAIRES

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1997

9. DÛ AU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

Ces sommes portent intérêt au taux préférentiel bancaire, sans modalité de remboursement, et viennent à échéance le 31 mars de l'an 2000. Elles peuvent être remboursées par anticipation, en tout ou en partie, sans pénalité.

10. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers, le Fonds est apparenté avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. Le Fonds n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

11. RÉGIMES DE RETRAITE

Les membres du personnel du Fonds des pensions alimentaires participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF). Ces régimes sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Les cotisations du Fonds imputées aux résultats de l'année financière s'élèvent à 246 255 \$. Les obligations du Fonds envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

12. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de 1996 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 1997.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan au 31 mars 1997 du Fonds des pensions alimentaires du gouvernement du Québec ainsi que l'état des revenus et dépenses de l'année financière terminée le 31 mars 1997. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1997, ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les principes comptables généralement reconnus. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière que l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, FCA

Québec, le 19 septembre 1997

FONDS DES REGISTRES DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE
(L.R.Q., c. M-19)

OPÉRATIONS

de l'année financière terminée le 31 mars 1997

	1997	1996
REVENUS		
Services rendus - net (note 4)	41 191 543 \$	50 133 689 \$
Autres	23 775	154 643
	<u>41 215 318</u>	<u>50 288 332</u>
FRAIS D'OPÉRATION ET D'ADMINISTRATION		
Traitements et avantages sociaux	21 893 228	29 809 797
Transport et communication	1 280 692	2 440 447
Services professionnels	1 690 097	2 997 436
Entretien et réparations	40 836	414 650
Loyers	6 584 810	7 343 954
Fournitures et approvisionnements	657 841	1 226 795
Intérêts et frais de banque	994 650	1 090 760
Amortissement des immobilisations	181 956	519 229
Amortissement des frais de développement de systèmes	1 009 901	2 007 853
Radiation de frais de développement de systèmes	5 241 726	
Autres	57 760	214 468
	<u>39 633 497</u>	<u>48 065 389</u>
REVENU NET	<u>1 581 821 \$</u>	<u>2 222 943 \$</u>

EXCÉDENT

de l'année financière terminée le 31 mars 1997

	1997	1996
SOLDE AU DÉBUT	5 564 472 \$	8 041 529 \$
Revenu net	1 581 821	2 222 943
Excédent versé au Fonds consolidé du revenu	(3 000 000)	(4 700 000)
SOLDE À LA FIN	<u>4 146 293 \$</u>	<u>5 564 472 \$</u>

FONDS DES REGISTRES DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
de l'année financière terminée le 31 mars 1997

	1997	1996
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Revenu net	1 581 821 \$	2 222 943 \$
Éléments sans incidence sur les liquidités:		
Amortissement des immobilisations	181 956	519 229
Amortissement des frais de développement de systèmes	1 009 901	2 007 853
Radiation de frais de développement de systèmes	5 241 726	
	8 015 404	4 750 025
Variation des éléments d'actif et de passif liés à l'exploitation	(4 887 445)	2 725 090
Liquidités provenant des activités d'exploitation	3 127 959	7 475 115
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Remboursements d'une obligation découlant d'un contrat de location-acquisition		(30 072)
Excédent versé au Fonds consolidé du revenu	(3 000 000)	(4 700 000)
Liquidités utilisées pour les activités de financement	(3 000 000)	(4 730 072)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Transfert au Fonds de l'état civil (note 3)	4 886 359	
Acquisitions d'immobilisations	(344 448)	(176 812)
Frais de développement de systèmes	(2 632 792)	(3 278 441)
Liquidités provenant des (utilisées pour les) activités d'investissement	1 909 119	(3 455 253)
AUGMENTATION (DIMINUTION) DES LIQUIDITÉS	2 037 078	(710 210)
INSUFFISANCE DES LIQUIDITÉS AU DÉBUT	(9 373 066)	(8 662 856)
INSUFFISANCE DES LIQUIDITÉS À LA FIN	(7 335 988) \$	(9 373 066) \$

L'insuffisance des liquidités du Fonds comprend l'emprunt sur billet du Fonds de financement du gouvernement du Québec diminué de l'encaisse.

FONDS DES REGISTRES DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE

BILAN
au 31 mars 1997

	1997	1996
ACTIF		
À court terme		
Encaisse	664 012 \$	626 934 \$
Débiteurs	759 640	1 744 532
	1 423 652	2 371 466
Immobilisations (note 5)	398 352	494 339
Frais de développement de systèmes (note 6)	14 658 087	23 194 780
	16 480 091 \$	26 060 585 \$
PASSIF		
À court terme		
Emprunt sur billet du Fonds de financement du gouvernement du Québec	8 000 000 \$	10 000 000 \$
Créditeurs et frais courus	4 139 692	10 059 414
Obligation découlant d'un contrat de location-acquisition		32 406
Revenus perçus d'avance (note 7)	194 106	347 761
	12 333 798	20 439 581
Obligation découlant d'un contrat de location-acquisition		56 532
EXCÉDENT	4 146 293	5 564 472
	16 480 091 \$	26 060 585 \$

ENGAGEMENTS (note 8)

ÉVENTUALITÉS (note 9)

Michel Bouchard
Sous-ministre de la Justice et
sous-procureur général

Gaétan Lemoyne
Sous-ministre associé aux Services de justice

FONDS DES REGISTRES DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 1997

1. CONSTITUTION ET OBJETS

Le Fonds des registres du ministère de la Justice, fonds spécial constitué par la Loi sur le ministère de la Justice (L.R.Q., chapitre M-19), a pour objet la gestion et le financement des biens et services fournis sous l'autorité du ministre de la Justice et qui sont reliés à l'inscription et à la publicité des documents d'État, des droits personnels et réels mobiliers et des droits fonciers, ainsi que de tous les autres documents dont la loi prévoit l'inscription à un registre tenu dans un bureau de la publicité des droits.

Le Fonds a également pour objet l'administration et le financement de l'élaboration, de la mise en oeuvre et du fonctionnement des registres des droits personnels et réels mobiliers et des droits fonciers.

Également, en vertu de la Loi favorisant la réforme du cadastre québécois (L.R.Q., chapitre R-3.1), le Fonds remet une partie des droits et honoraires qu'il perçoit en vertu de la Loi sur les bureaux de la publicité des droits (L.R.Q., chapitre B-9) au Fonds de la réforme du cadastre québécois. Il perçoit également des honoraires pour le compte de ce Fonds.

Le Fonds est administré par le ministre de la Justice. Le mode de gestion, de financement et d'opération du Fonds, prévu dans sa loi constitutive, précise notamment que les intérêts produits par les sommes constituant le Fonds sont versés au Fonds consolidé du revenu. Ces intérêts ne sont pas présentés dans l'état des opérations.

Les surplus accumulés par le Fonds sont versés au Fonds consolidé du revenu aux dates et dans la mesure que détermine le Gouvernement.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon les principes comptables généralement reconnus. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Immobilisations

Les immobilisations cédées au Fonds lors de sa constitution sont inscrites à la valeur attribuée par le gouvernement du Québec. Les autres immobilisations sont comptabilisées au coût. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux suivants:

	Taux
Mobilier et équipement de bureau	20 %
Équipement de bureautique et d'informatique	33 1/3 %
Logiciels	50 %

Frais de développement de systèmes

Les frais de développement de systèmes représentent le coût de développement du registre des droits fonciers ainsi que celui des droits personnels et réels mobiliers. Ils incluent également le coût de développement du système comptable afférent à ces registres. Ces frais sont portés aux opérations sur une période de sept ans selon la méthode de l'amortissement linéaire à compter de la mise en opération de ces registres et de ce système.

3. TRANSFERT AU FONDS DE L'ÉTAT CIVIL

Le 1^{er} avril 1996, les activités reliées à l'inscription et à la publicité des actes de l'état civil, de même que les actifs et passifs qui y sont reliés, ont été transférés au Fonds de l'état civil. Ce Fonds est constitué par la Loi sur le ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration et modifiant d'autres dispositions législatives (1996, chapitre 21).

En vertu d'un décret, les actifs et les passifs suivants ont été transférés à leur valeur comptable nette:

Mobilier et équipement de bureau	140 679 \$
Équipement de bureautique et d'informatique	54 229
Équipement détenu en vertu d'un contrat de location-acquisition	63 571
Frais de développement de systèmes	4 917 858
Montant à reporter	5 176 337 \$

FONDS DES REGISTRES DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1997

3. TRANSFERT AU FONDS DE L'ÉTAT CIVIL (suite)

Montant reporté	5 176 337 \$
Créditeurs et frais courus	(15 806)
Obligation découlant d'un contrat de location-acquisition	(88 938)
Revenus perçus d'avance	(185 234)
	<u>4 886 359 \$</u>

4. SERVICES RENDUS - NET

	1997	1996
Services rendus par les bureaux de la publicité des droits:		
Inscriptions	34 368 448 \$	31 351 887 \$
Radiations	18 673 869	17 214 677
Autres	7 182 695	6 834 437
	<u>60 225 012</u>	<u>55 401 001</u>
Moins:		
Partie versée au Fonds de la réforme du cadastre québécois	4 757 100	4 659 300
Honoraires perçus pour le Fonds de la réforme du cadastre québécois:		
Inscriptions	13 999 919	12 791 213
Radiations	6 908 759	6 126 583
	<u>25 665 778</u>	<u>23 577 096</u>
Services rendus par les bureaux de la publicité des droits - net	34 559 234	31 823 905
Enregistrements officiels	502 139	617 299
Services rendus relatifs aux:		
Registre de l'état civil		11 316 504
Registre des droits personnels et réels mobiliers	6 130 170	6 375 981
	<u>41 191 543 \$</u>	<u>50 133 689 \$</u>

5. IMMOBILISATIONS

	1997			1996
	Coût ou valeur attribuée	Amortissement cumulé	Net	Net
Mobilier et équipement de bureau	1 529 371 \$	1 384 260 \$	145 111 \$	316 677 \$
Équipement de bureautique et d'informatique	761 920	518 629	243 291	104 351
Logiciels	141 863	131 913	9 950	9 740
	<u>2 433 154</u>	<u>2 034 802</u>	<u>398 352</u>	<u>430 768</u>
Équipement détenu en vertu d'un contrat de location-acquisition				63 571
	<u>2 433 154 \$</u>	<u>2 034 802 \$</u>	<u>398 352 \$</u>	<u>494 339 \$</u>

FONDS DES REGISTRES DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1997

6. FRAIS DE DÉVELOPPEMENT DE SYSTÈMES

	1997			1996
	Coût	Amortissement cumulé	Net	Net
Registre de l'état civil				4 917 858 \$
Registre des droits fonciers	2 506 432 \$		2 506 432 \$	6 851 346
Registre des droits personnels et réels mobiliers	12 695 754	2 108 995 \$	10 586 759	9 499 701
Système comptable	2 555 850	990 954	1 564 896	1 925 875
	<u>17 758 036 \$</u>	<u>3 099 949 \$</u>	<u>14 658 087 \$</u>	<u>23 194 780 \$</u>

7. REVENUS PERÇUS D'AVANCE

	1997	1996
Bureaux de la publicité des droits	150 210 \$	105 075 \$
Registre de l'état civil		185 234
Registre des droits personnels et réels mobiliers	43 896	57 452
	<u>194 106 \$</u>	<u>347 761 \$</u>

8. ENGAGEMENTS

Le Fonds est engagé par des contrats à long terme échéant à diverses dates jusqu'en 2000. Ces contrats sont principalement reliés au développement et à la mise à jour de systèmes informatiques.

Les paiements prévus en vertu de ces contrats s'établissent comme suit:

1998	683 183 \$
1999	85 600
2000	85 853
	<u>854 636 \$</u>

9. ÉVENTUALITÉS

Des poursuites totalisant 941 584 \$ ont été intentées contre le Fonds relativement aux activités des bureaux de la publicité des droits.

Les requérants demandent d'être indemnisés des dommages subis.

Selon les gestionnaires du Fonds et ses conseillers juridiques, la perte éventuelle pouvant résulter de ces poursuites est estimée à 423 550 \$ mais le dénouement de ces éventualités étant indéterminable, aucune provision n'a été comptabilisée.

10. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers, le Fonds est apparenté avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. Le Fonds n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

FONDS DES REGISTRES DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1997

11. RÉGIMES DE RETRAITE

Les membres du personnel du Fonds participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF). Ces régimes sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Les cotisations défrayées au cours de l'année financière terminée le 31 mars 1997 s'élèvent à 915 037 \$ (1996: 1 359 309 \$). Les obligations du Fonds envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

12. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de 1996 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 1997.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan du Fonds des registres du ministère de la Justice du gouvernement du Québec au 31 mars 1997 ainsi que l'état des opérations, l'état de l'excédent et l'état de l'évolution de la situation financière de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1997, ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les principes comptables généralement reconnus. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, FCA

Québec, le 19 septembre 1997

FONDS DES SERVICES DE SANTÉ
(L.R.Q., c. R-5)

PROVENANCE ET RÉPARTITION DES FONDS
pour l'année financière terminée le 31 mars 1997
(en milliers de dollars)

	1997	1996
PROVENANCE DES FONDS		
Cotisations		
Employeurs	3 604 681	3 544 889
Particuliers	163 330	149 149
Contribution du Fonds consolidé du revenu	1 270 541	1 097 150
	<u>5 038 552</u>	<u>4 791 188</u>
RÉPARTITION DES FONDS		
Pour le financement des programmes (note 1)		
Régie de l'assurance-maladie du Québec		
Régime d'assurance-maladie	2 508 075	2 886 787
Régime général d'assurance-médicaments (à compter du 1 ^{er} août 1996)	422 149	
Assistance-maladie	155 840	
Rémunération des pharmaciens dans le cadre d'un mécanisme de surveillance et de suivi de la consommation de médicaments chez certains prestataires d'un programme d'aide de dernier recours	335	
Frais d'administration	68 148	57 382
	<u>3 154 547</u>	<u>2 944 169</u>
Ministère de la Santé et des Services sociaux Services hospitaliers	1 884 005	1 847 019
	<u>5 038 552</u>	<u>4 791 188</u>

BILAN
au 31 mars 1997
(en milliers de dollars)

	1997	1996
ACTIF		
Cotisation à recevoir des employeurs	125 329	122 351
Contribution à recevoir du Fonds consolidé du revenu	58 703	56 645
	<u>184 032</u>	<u>178 996</u>
PASSIF		
Dû à la Régie de l'assurance-maladie du Québec	121 368	117 821
Dû au ministère de la Santé et des Services sociaux	62 664	61 175
	<u>184 032</u>	<u>178 996</u>

Gilles Godbout
Sous-ministre des Finances

FONDS DES SERVICES DE SANTÉ**NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 1997****1. CONSTITUTION ET OBJET**

Le Fonds des services de santé, créé au ministère des Finances par la Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec (L.R.Q., chapitre R-5), a pour objet de pourvoir au financement du régime d'assurance-maladie, du programme d'assistance-maladie, des services hospitaliers ainsi que de la rémunération des pharmaciens dans le cadre d'un mécanisme de surveillance et de suivi de la consommation de médicaments chez certains prestataires d'un programme d'aide de dernier recours. Il finance aussi, dans le cadre du régime général d'assurance-médicaments qui est en vigueur depuis le 1^{er} août 1996, le coût des médicaments et des services pharmaceutiques fournis à :

- une personne âgée de 65 ans ou plus;
- une personne qui reçoit des prestations en vertu d'un programme d'aide de dernier recours.

Le Fonds est alimenté par les cotisations des employeurs et des particuliers et par les sommes qu'y verse le ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu. La perception des cotisations des employeurs et des particuliers est effectuée par le ministère du Revenu.

Les cotisations des employeurs et des particuliers sont réparties également entre la Régie de l'assurance-maladie du Québec et le ministère de la Santé et des Services sociaux tandis que les sommes versées par le ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu servent à combler les besoins de la Régie de l'assurance-maladie du Québec.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de la comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Les cotisations des employeurs et des particuliers au Fonds sont constituées des sommes encaissées et des comptes émis au cours de l'année financière, de même que des sommes perçues des employeurs au cours du mois d'avril et afférentes aux salaires versés avant le 1^{er} avril.

Les sommes attribuées à la Régie de l'assurance-maladie du Québec ont été établies de façon à comprendre la valeur des demandes de paiement reçues par cette dernière jusqu'au 30 avril à l'égard des services rendus avant le 1^{er} avril. Lorsqu'il y a lieu, ces sommes sont régularisées pour tenir compte des enveloppes globales prédéterminées en vertu des accords-cadres concernant les professionnels de la santé.

Les frais d'administration du Fonds sont assumés par le Fonds consolidé du revenu et ne sont pas présentés dans les états financiers.

3. INTÉGRATION AUX ÉTATS FINANCIERS ANNUELS DU GOUVERNEMENT

Les comptes du Fonds sont intégrés aux états financiers annuels du gouvernement du Québec.

FONDS DES SERVICES DE SANTÉ

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan du Fonds des services de santé du gouvernement du Québec au 31 mars 1997 ainsi que l'état de la provenance et de la répartition des fonds de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1997, ainsi que la provenance et la répartition des fonds et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, FCA

Québec, le 29 août 1997

FONDS DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION DU CONSEIL DU TRÉSOR
(L.R.Q., c. A-6)

REVENUS ET DÉPENSES
pour l'année financière terminée le 31 mars 1997

1997

REVENUS

Conseil du trésor	
Gestion et location d'équipements	
et de systèmes informatiques	200 854 \$

DÉPENSES

Amortissement des équipements informatiques	167 450 \$
Amortissement des systèmes informatiques	17 509
Intérêts sur avances du Fonds consolidé du revenu	15 895
	<hr/> 200 854 \$ <hr/>

BILAN
au 31 mars 1997

1997

ACTIF

À court terme

Débiteurs	62 220 \$
Immobilisations (note 3)	1 155 498
	<hr/> 1 217 718 \$ <hr/>

PASSIF

À court terme

Créditeurs et frais courus	304 933 \$
Avances du Fonds consolidés du revenu (note 4)	912 785
	<hr/> 1 217 718 \$ <hr/>

Yvan Bouchard
Administrateur du Fonds

Pierre Roy
Secrétaire du Conseil du trésor

FONDS DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION DU CONSEIL DU TRÉSOR

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 1997

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds des technologies de l'information du Conseil du trésor a été institué par un décret du gouvernement du Québec selon les dispositions prévues à la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., chapitre A-6). Ce fonds est affecté au financement des dépenses engagées par le Conseil du trésor dans le cadre de ses projets d'investissement en technologies de l'information et de ses travaux de mise à niveau des actifs informationnels commencés après la date du début des activités du Fonds.

Ce fonds est administré par le ministre responsable du Conseil du trésor. Le mode de gestion, de financement et d'opération du Fonds prévu dans sa loi constitutive, précise notamment que les intérêts produits par les sommes constituant le Fonds n'en font pas partie.

La date du début des activités du Fonds a été fixée au 1^{er} avril 1996.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon les principes comptables généralement reconnus. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations. L'état de l'évolution de la situation financière n'est pas présenté, car il n'apporterait pas de renseignements supplémentaires utiles pour la compréhension des mouvements de trésorerie durant l'année financière.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties selon les méthodes et durées suivantes:

	Méthode	Durée
Équipements informatiques	Linéaire	3 à 5 ans
Systèmes informatiques	Linéaire	3 à 5 ans

Le coût des systèmes informatiques comprend les coûts encourus pour la conception, la réalisation, la mise en place et l'amélioration des systèmes et les frais de financement s'y rapportant jusqu'à la date de leur mise en service.

3. IMMOBILISATIONS

	Coût	Amortissement cumulé	Coût
Équipements informatiques	1 031 622 \$	167 450 \$	864 172 \$
Systèmes informatiques	174 112	17 509	156 603
	1 205 734	184 959	1 020 775
Systèmes informatiques en développement	134 723		134 723
	1 340 457 \$	184 959 \$	1 155 498 \$

Les intérêts capitalisés au cours de l'année financière s'élèvent à 1 133 \$.

4. AVANCES DU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

Le ministre des Finances est autorisé à avancer au Fonds des technologies de l'information du Conseil du trésor, à même le Fonds consolidé du revenu une somme ne pouvant excéder 2 millions de dollars. Les sommes avancées portent intérêt au taux préférentiel bancaire, ne comportent aucune modalité de remboursement et échoient le 31 mars 1998.

5. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers, le Fonds est apparenté avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. Le Fonds n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

FONDS DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION DU CONSEIL DU TRÉSOR**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR**

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan du Fonds des technologies de l'information du Conseil du trésor au 31 mars 1997 ainsi que l'état des revenus et dépenses de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1997, ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les principes comptables générales reconnus.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, FCA

Québec, le 19 septembre 1997

FONDS D'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FONCIÈRE
(L.R.Q., c. M-15.1)

OPÉRATIONS ET EXCÉDENT
de l'année financière terminée le 31 mars 1997

	1997	1996
VENTES	1 939 163 \$	2 604 240 \$
COÛT DES MARCHANDISES VENDUES (note 3)	883 280	1 129 874
REVENU BRUT	1 055 883	1 474 366
HONORAIRES DE GESTION DE SERVICES SPÉCIALISÉS	163 473	168 936
AUTRES REVENUS	2 543	1 652
	1 221 899	1 644 954
 FRAIS D'OPÉRATION ET D'ADMINISTRATION		
Traitements et avantages sociaux	869 115	889 240
Honoraires professionnels	48 347	15 363
Communications	41 133	55 040
Loyers	171 959	154 577
Entretien et réparations	6 165	15 154
Fournitures et approvisionnements	19 786	27 386
Créances douteuses	2 673	5 872
Intérêts et frais bancaires	3 011	2 898
Matériel et équipement	12 996	23 884
Amortissement des immobilisations	25 370	19 403
Amortissement des frais reportés	10 824	10 824
	1 211 379	1 219 641
 REVENU NET	10 520	425 313
EXCÉDENT (DÉFICIT) AU DÉBUT	323 449	(101 864)
EXCÉDENT À LA FIN	333 969 \$	323 449 \$

FONDS D'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FONCIÈRE

BILAN
au 31 mars 1997

	1997	1996
ACTIF		
À court terme		
Encaisse	397 199 \$	81 829 \$
Placement temporaire - au coût	2 360 000	1 960 000
Débiteurs	353 001	449 303
Contributions pour des services spécialisés à recevoir	57 249	259 076
Stocks	235 791	254 509
Frais payés d'avance	9 858	8 028
	<u>3 413 098</u>	<u>3 012 745</u>
Immobilisations (note 4)	81 256	76 821
Frais reportés	43 296	54 120
	<u>3 537 650 \$</u>	<u>3 143 686 \$</u>
PASSIF		
À court terme		
Créditeurs	515 871 \$	415 342 \$
Revenus perçus d'avance	171 139	
Crédit reporté (note 5)	2 068 235	1 956 459
	<u>2 755 245</u>	<u>2 371 801</u>
Avance du ministère des Ressources naturelles, sans intérêt et sans modalités de remboursement	448 436	448 436
	<u>3 203 681</u>	<u>2 820 237</u>
EXCÉDENT	333 969	323 449
	<u>3 537 650 \$</u>	<u>3 143 686 \$</u>

Francine Beaulieu
 Administratrice du Fonds d'information
 géographique et foncière

Rémy Girard
 Sous-ministre associé aux terres

FONDS D'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FONCIÈRE

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 1997

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds d'information géographique et foncière, fonds spécial constitué par la Loi sur le ministère des Ressources naturelles (L.R.Q., chapitre M-15.1) a pour objet d'offrir la prestation, sur demande et à titre onéreux, de services spécialisés de prise de vues aériennes, de cartographie, de géodésie, de télédétection, d'arpentage ainsi que la diffusion, sur demande et à titre onéreux, de l'information dans les domaines mentionnés précédemment ainsi que certaines données cadastrales.

Ce Fonds est administré par le ministère des Ressources naturelles. Le mode de gestion, de financement et d'opération de ce Fonds, prévu dans sa loi constitutive, précise notamment que les intérêts produits par les sommes constituant le Fonds sont versés au Fonds consolidé du revenu. Ces intérêts ne sont pas présentés dans l'état des opérations et de l'excédent.

L'excédent du Fonds est versé au Fonds consolidé du revenu aux dates et dans la mesure que détermine le Gouvernement.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon les principes comptables généralement reconnus. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations. L'état de l'évolution de la situation financière n'est pas présenté, car il n'apporterait pas de renseignements supplémentaires utiles pour la compréhension des mouvements de trésorerie durant l'exercice.

Stocks

Les stocks de matières premières, de documents photographiques et cartographiques sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût est calculé selon la méthode du coût moyen.

Immobilisations

Les immobilisations cédées au Fonds lors de sa constitution sont comptabilisées à la valeur attribuée par le gouvernement du Québec. Les acquisitions de matériel et d'équipement, dont le coût unitaire est de 1 000 \$ et plus, sont capitalisées sauf celles effectuées dans le cadre des projets de services spécialisés. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de cinq ans.

Frais reportés

Les frais reportés représentent le coût du droit d'utilisation pour une période de 10 ans d'équipements informatiques et des données qu'ils contiennent. Ils sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de 10 ans.

3. COÛT DES MARCHANDISES VENDUES

	1997	1996
Stocks au début	254 509 \$	271 482 \$
Traitements, avantages sociaux et honoraires	136 903	113 569
Achats	727 659	999 332
	1 119 071	1 384 383
Stocks à la fin	235 791	254 509
	883 280 \$	1 129 874 \$

FONDS D'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FONCIÈRE

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1997

4. IMMOBILISATIONS

	1997		1996
	Coût ou valeur attribuée	Amortissement cumulé	Net
Matériel et équipement	239 287 \$	158 031 \$	81 256 \$
			76 821 \$

Les acquisitions de l'exercice se sont élevées à 29 805 \$ (1996: 57 313 \$).

5. CRÉDIT REPORTÉ

Le Fonds gère plusieurs projets de services spécialisés pour le compte de divers participants. Le tableau suivant présente l'évolution des sommes non encore dépensées pour le compte de ces derniers:

	1997	1996
SOLDE AU DÉBUT	1 956 459 \$	1 636 577 \$
Augmentation		
Sommes provenant des participants (incluant les contributions à recevoir)	4 265 760	3 637 156
Diminution		
Dépenses effectuées pour le compte des participants:		
Honoraires professionnels	3 441 564	2 653 253
Traitements et avantages sociaux	457 601	332 754
Fournitures et approvisionnements	65 479	129 360
Frais de déplacement	17 902	15 893
Frais de gestion de services spécialisés	163 473	168 936
Matériel et équipement	7 965	17 078
	4 153 984	3 317 274
SOLDE À LA FIN	2 068 235 \$	1 956 459 \$

6. RÉGIMES DE RETRAITE

Les membres du personnel du Fonds participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF). Ces régimes sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Les cotisations du Fonds imputées aux résultats de l'année financière s'élèvent à 61 627 \$ (1996: 61 654 \$). Les obligations du Fonds envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

7. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers, le Fonds est apparenté avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. Le Fonds n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

FONDS D'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FONCIÈRE**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR**

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan du Fonds d'information géographique et foncière du gouvernement du Québec au 31 mars 1997 ainsi que l'état des opérations et de l'excédent de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1997 ainsi que les résultats de ses opérations pour l'année financière terminée à cette date selon les principes comptables généralement reconnus. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, FCA

Québec, le 16 juillet 1997

FONDS DU BUREAU DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC
(L.R.Q., c. B-8)

OPÉRATIONS ET DÉFICIT
de l'année financière terminée le 31 mars 1997

	1997	1996
REVENUS		
Services rendus	1 381 850 \$	1 703 658 \$
FRAIS D'OPÉRATION ET D'ADMINISTRATION		
Traitements et avantages sociaux	828 126	931 425
Loyers	107 762	102 714
Honoraires professionnels	41 251	138 909
Frais de déplacement et de séjour	3 145	2 614
Communications	35 236	88 664
Services informatiques	53 697	50 580
Achats de données statistiques	184 556	296 462
Fournitures informatiques	8 266	15 511
Impressions et frais de bureau	63 125	112 031
Intérêts sur avances du Fonds consolidé du revenu	10 695	17 377
Autres	4 194	13 659
Amortissement des immobilisations	24 203	7 008
Amortissement des frais reportés	175	175
	<u>1 364 431</u>	<u>1 777 129</u>
REVENU NET (PERTE NETTE)	17 419	(73 471)
DÉFICIT AU DÉBUT	(100 998)	(27 527)
DÉFICIT À LA FIN	<u>(83 579) \$</u>	<u>(100 998) \$</u>

FONDS DU BUREAU DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC

BILAN
au 31 mars 1997

	1997	1996
ACTIF		
À court terme		
Encaisse	5 619 \$	12 386 \$
Débiteurs		
Bureau de la statistique du Québec	15 689	
Autres	278 081	648 840
Travaux en cours	179 613	92 503
Frais payés d'avance	10 871	
Avances sur achats de données statistiques		109
Stocks	10 801	4 762
	500 674	758 600
Immobilisations (note 3)	40 549	64 753
Frais reportés		175
	541 223 \$	823 528 \$
PASSIF		
À court terme		
Créditeurs		
Bureau de la statistique du Québec		77 863 \$
Autres	35 945 \$	198 938
Avances de clients sur contrats de service	106 268	67 675
Intérêts courus	2 734	5 716
Revenus reportés	187 855	213 334
	332 802	563 526
Avances du Fonds consolidé du revenu (note 4)	292 000	361 000
	624 802	924 526
DÉFICIT	83 579	100 998
	541 223 \$	823 528 \$

Richard Lapointe
Administrateur du Fonds du Bureau
de la statistique du Québec

Gilles Godbout
Sous-ministre des Finances

FONDS DU BUREAU DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 1997

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds du Bureau de la statistique du Québec, fonds spécial constitué par la Loi sur le Bureau de la statistique du Québec (L.R.Q., chapitre B-8), a pour objet de défrayer la rémunération et les dépenses afférentes aux avantages sociaux et autres conditions de travail du personnel nécessaire à la fourniture de services rendus par le Bureau ainsi que les autres coûts encourus à cette fin.

Les surplus du Fonds sont intégralement remis au Fonds consolidé du revenu.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon les principes comptables généralement reconnus. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations. L'état de l'évolution de la situation financière n'est pas présenté, car il n'apporterait pas de renseignements supplémentaires utiles pour la compréhension des mouvements de trésorerie durant l'exercice.

Travaux en cours

Les travaux en cours sont évalués au pourcentage des services rendus au 31 mars en fonction des revenus des contrats de service.

Stocks

Les stocks de publications sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette.

Immobilisations

Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de trois ans.

3. IMMOBILISATIONS

	1997			1996
	Coût *	Amortissement cumulé	Net	Net
Équipement informatique	127 826 \$	87 890 \$	39 936 \$	63 833 \$
Mobilier et équipement	16 233	15 620	613	920
	144 059 \$	103 510 \$	40 549 \$	64 753 \$

* Coût

	1997	1996
Solde au début	144 059 \$	191 645 \$
Acquisitions		59 345
	144 059	250 990
Radiation		(106 931)
Solde à la fin	144 059 \$	144 059 \$

FONDS DU BUREAU DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)

31 mars 1997

4. AVANCES DU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

	1997	1996
Avances portant intérêt au taux préférentiel bancaire, sans modalité de remboursement, échéant le 31 décembre 1997 et remboursables par anticipation	292 000 \$	361 000 \$

Il est prévu que ces avances seront renégociées à l'échéance. La juste valeur de ces avances est équivalente à la valeur comptable.

5. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers, le Fonds est apparenté avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. Le Fonds n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

6. RÉGIMES DE RETRAITE

Les membres du personnel du Fonds participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF). Ces régimes sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Les cotisations du Fonds imputées aux résultats de l'année financière s'élèvent à 40 458 \$ (1996: 38 774 \$). Les obligations du Fonds envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan du Fonds du Bureau de la statistique du Québec du gouvernement du Québec au 31 mars 1997 ainsi que l'état des opérations et du déficit de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1997 ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les principes comptables généralement reconnus. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, FCA

Québec, le 9 juillet 1997

FONDS EN FIDÉICOMMIS
(L.R.Q., c. D-5)
ÉVOLUTION DES DÉPÔTS
de l'année financière terminée le 31 mars 1997
(en milliers de dollars)

	Solde au 31 mars 1996	Encaissements	Remboursements	Solde au 31 mars 1997
Taxe sur les produits et services:				
Recettes perçues	74 947	5 135 880	4 889 925	320 902
Crédits pour intrants		2 949 976	2 949 976	
	74 947	8 085 856	7 839 901	320 902
Dépôts de cautionnements et de garanties:				
Sociétés, organismes et particuliers	155 116	93 805	92 212	156 709
Officiers de justice	61 702	158 260	162 347	57 615
Municipalités	3 940	2 474	1 666	4 748
	220 758	254 539	256 225	219 072
	295 705	8 340 395	8 096 126	539 974

ACTIF ET PASSIF
au 31 mars 1997
(en milliers de dollars)

	1997	1996
ACTIF		
Encaisse	5 379	1 609
Valeurs détenues		
Obligations	135 854	138 302
Coupons détachés	5 541	5 055
Bons du trésor	1 880	2 930
Avances au Fonds consolidé du revenu	391 320	147 809
	539 974	295 705
PASSIF		
Dépôts		
Taxe sur les produits et services	320 902	74 947
Cautionnements et garanties		
Sociétés, organismes et particuliers	156 709	155 116
Officiers de justice	57 615	61 702
Municipalités	4 748	3 940
	219 072	220 758
	539 974	295 705

François Martel
Administrateur des fonds en fidéicommis

Gilles Godbout
Sous-ministre des Finances

FONDS EN FIDÉICOMMIS

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 1997

1. NATURE DES FONDS EN FIDÉICOMMIS ET POLITIQUES ADMINISTRATIVES

Les fonds en fidéicommis sont composés:

- de dépôts de cautionnements et de garanties faits en vertu de lois, de règlements, de directives et de conventions par des officiers de justice, des municipalités, des sociétés, des organismes et des particuliers. Ces dépôts sont effectués auprès du ministère des Finances, qui est un bureau général de dépôts en vertu de la Loi sur les dépôts et consignations (L.R.Q., chapitre D-5).
- de sommes perçues et de crédits pour intrants administrés pour le gouvernement du Canada au titre de la taxe sur les produits et services.

Les revenus des valeurs détenues sont remis aux déposants de ces valeurs.

Les avances au Fonds consolidé du revenu ne produisent pas d'intérêts.

Les frais d'administration des fonds sont assumés par le Fonds consolidé du revenu.

2. CONVENTION COMPTABLE

Les valeurs détenues sont montrées à leur valeur nominale; celles en monnaie étrangère sont inscrites en équivalent canadien de la valeur nominale aux dates de leur dépôt.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié l'état de l'actif et du passif des fonds en fidéicommis au 31 mars 1997 ainsi que l'état de l'évolution des dépôts de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe aux gestionnaires des fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation de la convention comptable suivie ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, l'actif et le passif des fonds en fidéicommis au 31 mars 1997, ainsi que l'évolution des dépôts pour l'année financière terminée à cette date selon la convention comptable énoncée à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis cette convention a été appliquée de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, FCA

Québec, le 5 septembre 1997

FONDS FORESTIER (note 1)
(L.Q. 1996, c. 14)

OPÉRATIONS ET EXCÉDENT
de l'année financière terminée le 31 mars 1997

1997

REVENUS

Subvention du gouvernement du Québec	2 995 883 \$
Contributions des bénéficiaires (note 3)	12 098 041
Autres revenus	11 117
	<hr/>
	15 105 041
	<hr/>

DÉPENSES

Production de plants	6 440 513
Fournitures	2 036 667
Services professionnels et administratifs	30 870
Intérêts sur avance du Fonds consolidé du revenu	60 397
	<hr/>
	8 568 447
	<hr/>

REVENU NET ET EXCÉDENT À LA FIN

6 536 594 \$

FONDS FORESTIER

BILAN
au 31 mars 1997

	1997
ACTIF	
À court terme	
Débiteurs	179 431 \$
Avance au Fonds consolidé du revenu	1 959 585
Avances aux producteurs de plants (note 4)	1 574 268
	<u>3 713 284</u>
Avances aux producteurs de plants (note 4)	4 334 693
	<u>8 047 977 \$</u>
PASSIF	
À court terme	
Créditeurs et frais courus (note 5)	1 511 383 \$
EXCÉDENT (note 6)	6 536 594
	<u>8 047 977 \$</u>

Jean-Paul Beaulieu
Sous-ministre des Ressources naturelles

FONDS FORESTIER

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 1997**1. CONSTITUTION ET OBJET**

Le Fonds forestier, constitué en vertu de la Loi modifiant la Loi sur les forêts et d'autres dispositions législatives (1996, chapitre 14), a pour objet le financement des activités liées à la production de plants, aux données d'inventaire forestier et à la recherche forestière.

Les activités du Fonds au cours de l'année financière sont uniquement reliées aux contrats de production de plants par des producteurs du secteur privé.

Le Fonds est administré par le ministre d'État des Ressources naturelles. Le mode de gestion, de financement et d'opération de ce Fonds, prévu dans sa loi constitutive, précise notamment qu'uniquement les intérêts produits sur les soldes bancaires en proportion des contributions perçues des bénéficiaires et de dons, legs et autres contributions reçues font partie du Fonds.

Les surplus accumulés du Fonds sont, dans la proportion des subventions du gouvernement du Québec reçues par le Fonds, versés au Fonds consolidé du revenu aux dates et dans la mesure que détermine le Gouvernement.

Les activités du Fonds ont débuté le 1^{er} avril 1996.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de la comptabilité d'exercice et la convention comptable énoncée ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations. L'état de l'évolution de la situation financière n'est pas présenté, car il n'apporterait pas de renseignements supplémentaires utiles pour la compréhension des mouvements de trésorerie durant l'année financière.

Dépenses de fonctionnement assumées par le gouvernement du Québec

Les traitements et avantages sociaux et les autres services de soutien administratif et techniques, assumés par le gouvernement du Québec et non facturés au Fonds ne sont pas présentés dans l'état des opérations et de l'excédent.

3. CONTRIBUTIONS DES BÉNÉFICIAIRES

En vertu de la loi constitutive du Fonds, les bénéficiaires d'un contrat d'approvisionnement et d'aménagement forestier doivent verser une contribution établie sur la base d'un taux par mètre cube de bois, applicable sur le volume de bois attribué au bénéficiaire dans son contrat.

4. AVANCES AUX PRODUCTEURS DE PLANTS

La durée de production de plants est d'une à trois années selon le type de culture. La plupart des contrats prévoient des avances monétaires selon certaines modalités. Plusieurs ententes prévoient qu'à la fin des travaux d'éclaircie et de repiquage, le Fonds verse une avance qui correspond à un pourcentage du prix unitaire convenu. À la livraison des plants, ces montants sont imputés aux dépenses si les plants sont conformes aux spécifications du contrat ou récupérés des producteurs s'ils ne le sont pas. Ces avances ne portent pas d'intérêt.

5. CRÉDITEURS ET FRAIS COURUS

	1997
Fournisseurs	1 403 622 \$
Ministère des Ressources naturelles du Québec	107 761
	<u>1 511 383 \$</u>

6. EXCÉDENT

La partie des surplus accumulés du Fonds qui peut être versée au Fonds consolidé du revenu en vertu de la loi constitutive du Fonds représente un montant maximal de 1 296 446 \$ au 31 mars 1997.

FONDS FORESTIER**NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)**
31 mars 1997**7. ENGAGEMENTS**

Le Fonds s'est engagé par des contrats de productions de plants échéant à diverses dates jusqu'en 2001, à verser une somme de 22 386 814 \$.

La dépense de production de plants pour l'exercice terminé le 31 mars 1997 s'élève à 6 440 513 \$. Les paiements minimums futurs s'établissent comme suit:

1998	9 986 578 \$
1999	7 491 217
2000	3 014 017
2001	1 895 002

8. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers, le Fonds est apparenté avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. Le Fonds n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan du Fonds forestier du gouvernement du Québec au 31 mars 1997 ainsi que l'état des opérations et de l'excédent de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

À l'exception de ce qui est mentionné dans le paragraphe ci-dessous, ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Selon la convention comptable adoptée par le Fonds, certaines dépenses de fonctionnement du Fonds assumées par le gouvernement du Québec n'ont pas été comptabilisées par le Fonds et ne sont pas présentées à l'état des opérations et de l'excédent. À mon avis, cette convention comptable n'est pas appropriée car le Fonds a l'obligation, selon les dispositions de sa loi constitutive, de comptabiliser ces dépenses et, par conséquent, une provision aurait dû être inscrite. Étant donné que les modalités de détermination de ces dépenses n'ont pas été établies, je n'ai pu évaluer, au prix d'un effort raisonnable, l'effet de l'absence de cette provision sur le revenu net de l'année financière terminée le 31 mars 1997 et sur les créditeurs et frais courus et sur l'excédent au 31 mars 1997.

À mon avis, à l'exception du fait que le Fonds n'a pas comptabilisé la provision mentionnée au paragraphe précédent, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1997, ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2.

Pour le vérificateur général du Québec,
Jacques Henrichon, CA
Vérificateur général adjoint

Québec, le 31 août 1997

FONDS NATIONAL DE FORMATION DE LA MAIN-D'OEUVRE
(L.R.Q., c. D-7.1)

REVENUS ET DÉPENSES ET EXCÉDENT
de l'exercice terminé le 30 juin 1997
(en milliers de dollars)

	1997	1996 (6 mois)
REVENUS		
Cotisations des employeurs	9 481	
Intérêts	56	
	<u>9 537</u>	
DÉPENSES		
Frais de gestion (note 3)	2 272	578
Frais de perception des cotisations	293	
Intérêts sur emprunt à court terme	9	
	<u>2 574</u>	<u>578</u>
EXCÉDENT DES REVENUS SUR LES DÉPENSES	<u>6 963</u>	<u>(578)</u>
DÉFICIT AU DÉBUT	<u>(578)</u>	
EXCÉDENT (DÉFICIT) À LA FIN	<u><u>6 385</u></u>	<u><u>(578)</u></u>

BILAN
au 30 juin 1997
(en milliers de dollars)

	1997	1996 (6 mois)
ACTIF		
Encaisse	32	
Dépôt à terme	8 595	
Intérêts à recevoir	30	
	<u>8 657</u>	
PASSIF		
Dû à la Société québécoise de développement de la main-d'oeuvre; sans intérêt ni modalité de remboursement	2 272	578
EXCÉDENT (DÉFICIT)	<u>6 385</u>	<u>(578)</u>
	<u><u>8 657</u></u>	

ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DU BILAN (note 5)

Pour le Conseil d'administration,
Diane Bellemare
Gérald A. Ponton

FONDS NATIONAL DE FORMATION DE LA MAIN-D'OEUVRE

NOTES COMPLÉMENTAIRES
30 juin 1997

1. CONSTITUTION, OBJET ET FINANCEMENT

Le Fonds national de formation de la main-d'oeuvre, personne morale au sens du Code civil, constitué le 22 juin 1995 par la Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'oeuvre (L.R.Q., c. D-7.1, modifiée par L.Q. 1997, c. 20, et par la Loi sur le ministère de l'Emploi et de la Solidarité et instituant la Commission des partenaires du marché du travail, L.Q. 1997, c. 63), a pour objet de promouvoir et de soutenir des actions et des initiatives de formation de la main-d'oeuvre. La Société québécoise de développement de la main-d'oeuvre a la maîtrise et l'administration exclusive du Fonds.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations. L'état de l'évolution de la situation financière n'est pas présenté car il n'apporterait aucun renseignement supplémentaire utile pour la compréhension des mouvements de trésorerie.

Cotisation des employeurs

En vertu des dispositions de la Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'oeuvre, les employeurs sont tenus de verser au Fonds national de formation de la main-d'oeuvre une cotisation correspondant à la différence entre un montant de participation minimale et les dépenses de formation admissible pour l'année civile. Les cotisations des employeurs sont perçues par le ministre du Revenu pour le bénéfice du Fonds national. Ces cotisations sont comptabilisées en fonction du montant déclaré par les employeurs pour la dernière année civile. Celles-ci demeurent sujettes à vérification et rectification. Ces rectifications sont, le cas échéant, portées aux revenus de cotisations des employeurs dans l'exercice où ils sont connus.

Services reçus à titre gratuit

Les services reçus à titre gratuit ne sont pas comptabilisés à l'état des revenus et dépenses et de l'excédent.

3. FRAIS DE GESTION

En vertu de la Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'oeuvre, la Société québécoise de développement de la main-d'oeuvre peut déterminer le montant maximal des frais de gestion qui peut être pris sur le Fonds en contrepartie de la rémunération et des dépenses afférentes aux avantages sociaux et aux autres conditions de travail des employés de la Société affectés à l'application de la loi.

Le Conseil d'administration de la Société a limité les frais de gestion à l'équivalent de 40 personnes travaillant à temps complet pendant une année (40 ETC). Ces personnes doivent voir à l'information, la promotion et l'application de la loi et de ses règlements tout en aidant les entreprises à développer une culture de formation.

4. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

Le Fonds est apparenté avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. Le Fonds n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

5. ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DU BILAN

Le gouvernement du Québec a adopté, le 13 juin 1997, la Loi sur le ministère de l'Emploi et de la Solidarité et instituant la Commission des partenaires du marché du travail (L.Q. 1997, c. 63). En vertu de cette nouvelle loi, la Société québécoise de développement de la main-d'oeuvre, administratrice du Fonds, sera dissoute à une date à être fixée par le Gouvernement. À la suite de cette dissolution, le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sera chargé de l'administration du Fonds.

FONDS NATIONAL DE FORMATION DE LA MAIN-D'OEUVRE**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR**

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan du Fonds national de formation de la main-d'oeuvre au 30 juin 1997 ainsi que l'état des revenus et dépenses et de l'excédent de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 30 juin 1997, ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, FCA

Québec, le 27 août 1997

FONDS POUR LA VENTE DE BIENS ET SERVICES
DU MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES (note 1)
(L.Q., 1996, c. 12)
OPÉRATIONS ET DÉFICIT
de l'année financière terminée le 31 mars 1997

	1997
REVENUS	
Analyse et traitement du minéral	4 414 445 \$
Contributions volontaires de l'industrie	1 938 541
Contribution du ministère des Ressources naturelles	2 992 659
Autres revenus	39 810
	<u>9 385 455</u>
FRAIS D'OPÉRATION ET D'ADMINISTRATION	
Traitements et avantages sociaux	5 764 986
Services de transport et de communication	190 614
Services professionnels et administratifs	660 117
Entretien et réparations	188 305
Loyers et location d'équipement	1 514 419
Matériel et fournitures	726 271
Intérêts sur avances du Fonds consolidé du revenu	33 718
Mauvaises créances recouvrées	(17 091)
Amortissement des immobilisations	423 447
Autres dépenses	12 487
	<u>9 497 273</u>
DÉFICIT	<u>111 818 \$</u>

**FONDS POUR LA VENTE DE BIENS ET SERVICES
DU MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES**

**BILAN
au 31 mars 1997**

1997

ACTIF

À court terme

Avances au Fonds consolidé du revenu (note 3)	103 302 \$
Débiteurs	761 417
Travaux en cours	541 770
Frais payés d'avance	76 643
	<hr/>
	1 483 132
Immobilisations (note 4)	2 370 565
Frais de développement de systèmes informatiques	353 164
	<hr/>
	4 206 861 \$
	<hr/>

PASSIF

À court terme

Créditeurs et frais courus (note 5)	1 388 527 \$
Dû au Fonds consolidé du revenu sans intérêt et sans modalité de remboursement - transfert des actifs	2 930 152
DÉFICIT	(111 818)
	<hr/>
	4 206 861 \$
	<hr/>

Bruno Duchesne
Administrateur du Fonds

Duc Vu
Sous-ministre associé aux mines

**FONDS POUR LA VENTE DE BIENS ET SERVICES
DU MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES**

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 1997

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds pour la vente de biens et services du ministère des Ressources naturelles, constitué le 1^{er} avril 1996 en vertu de la Loi modifiant la Loi sur l'administration financière et d'autres dispositions législatives (1996, chapitre 12), est affecté au financement des activités reliées aux biens et services fournis par le Centre de recherche minérale du ministère des Ressources naturelles. Les principaux services offerts concernent la recherche et l'analyse minérale.

Ce fonds est administré par le ministre d'État des Ressources naturelles. Le mode de gestion, de financement et d'opération du Fonds précise notamment que les intérêts produits par les sommes constituant le Fonds n'en font pas partie.

Les surplus accumulés par le Fonds sont versés au Fonds consolidé du revenu aux dates et dans la mesure que détermine le Gouvernement.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés selon les principes comptables généralement reconnus. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations. L'état de l'évolution de la situation financière n'est pas présenté, car il n'apporterait pas de renseignements supplémentaires utiles pour la compréhension des mouvements de trésorerie durant l'exercice.

Immobilisations

Les immobilisations cédées au Fonds lors de sa constitution sont comptabilisées à la valeur attribuée par le Gouvernement. Les autres immobilisations sont comptabilisées au coût.

Elles sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement dégressif aux taux annuels suivants:

Bâtiment	5 %
Équipement scientifique	30 %
Équipement industriel	20 %
Équipement informatique	30 %
Mobilier de bureau	20 %
Matériel roulant	30 %

Frais de développement de systèmes informatiques

Les frais de développement de systèmes informatiques seront amortis au taux de 30 % à compter de leur mise en opération.

3. AVANCES AU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

Avances portant intérêts au taux préférentiel de la Banque nationale du Canada, sans modalité de remboursement, échéant le 31 mars 2001.

En vertu de la Loi sur l'administration financière, le Fonds pour la vente de biens et services peut avancer à court terme au Fonds consolidé du revenu toute partie des sommes non requises pour son fonctionnement. Par ailleurs, un décret du Gouvernement autorise le ministre des Finances à avancer au Fonds, à même le Fonds consolidé du revenu, une somme ne pouvant excéder deux millions de dollars. Les avances viendront à échéance le 31 mars 2001.

**FONDS POUR LA VENTE DE BIENS ET SERVICES
DU MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES**

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1997

4. IMMOBILISATIONS

	Coût ou valeur attribuée	Amortissement cumulé	Net
Terrain	77 340 \$		77 340 \$
Bâtiment	1 060 560	52 743 \$	1 007 817
Équipement scientifique	790 124	187 434	602 690
Équipement industriel	525 459	101 807	423 652
Équipement informatique	304 265	72 599	231 666
Mobilier de bureau	10 074	1 007	9 067
Matériel roulant	26 190	7 857	18 333
	<u>2 794 012 \$</u>	<u>423 447 \$</u>	<u>2 370 565 \$</u>

5. CRÉDITEURS ET FRAIS COURUS

	1997
Créditeurs et frais courus	1 233 197 \$
Revenus perçus d'avance	40 330
Dépôt de garantie	115 000
	<u>1 388 527 \$</u>

6. RÉGIME DE RETRAITE

Les membres du personnel du Fonds participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF). Ces régimes sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Les cotisations du Fonds imputées aux dépenses de l'année financière s'élèvent à 200 634 \$. Les obligations du Fonds envers ce régime gouvernemental se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

7. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

Le Fonds pour la vente de biens et services a effectué des analyses et du traitement de minerai pour le ministère des Ressources naturelles au montant de 624 708 \$.

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers, le Fonds est apparenté avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. Le Fonds n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ces activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

**FONDS POUR LA VENTE DE BIENS ET SERVICES
DU MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES**

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan du Fonds pour la vente de biens et services du ministère des Ressources naturelles du gouvernement du Québec au 31 mars 1997 ainsi que l'état des opérations et du déficit de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1997, ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les principes comptables généralement reconnus.

Pour le vérificateur général du Québec,
Jacques Henrichon, CA
Vérificateur général adjoint

Québec, le 10 octobre 1997

FONDS SPÉCIAL OLYMPIQUE
(L.Q., 1976, c. 14)

ÉVOLUTION DU FONDS
pour l'année financière terminée le 31 mars 1997

	1997	1996
PROVENANCE DES FONDS		
Taxe spéciale sur le tabac	41 672 904 \$	32 378 289 \$
Intérêts sur dépôts bancaires et placements temporaires	52 000	29 280
Produit d'emprunts à court terme du Fonds de construction de la Régie des installations olympiques	21 303 777	187 283 527
	<u>63 028 681</u>	<u>219 691 096</u>
UTILISATION DES FONDS		
Remboursement d'emprunts à long terme du Fonds de construction de la Régie des installations olympiques	2 466 950	
Intérêts sur la dette à long terme du Fonds de construction de la Régie des installations olympiques	27 023 621	22 518 209
Remboursement d'emprunts à court terme du Fonds de construction de la Régie des installations olympiques	28 449 429	193 606 285
Intérêts sur les emprunts à court terme du Fonds de construction de la Régie des installations olympiques	150 571	828 691
Parachèvement des installations olympiques Biodôme	1 437 777 3 000	2 068 000 36 000
	<u>59 531 348</u>	<u>219 057 185</u>
AUGMENTATION DU FONDS	3 497 333	633 911
SOLDE DU FONDS AU DÉBUT	3 578 471	2 944 560
SOLDE DU FONDS À LA FIN	<u>7 075 804 \$</u>	<u>3 578 471 \$</u>

FONDS SPÉCIAL OLYMPIQUE

BILAN
au 31 mars 1997

	1997	1996
ACTIF		
Encaisse	146 299 \$	357 433 \$
Placement temporaire - au coût	3 700 000	
Débiteurs		
Agents et mandataires du ministère du Revenu	3 228 228	3 221 038
Autres	1 277	
	<u>7 075 804 \$</u>	<u>3 578 471 \$</u>
 SOLDE DU FONDS	 <u>7 075 804 \$</u>	 <u>3 578 471 \$</u>

Bob McCollough
 Administrateur du Fonds
 spécial olympique

Gilles Godbout
 Sous-ministre des Finances

FONDS SPÉCIAL OLYMPIQUE**NOTES COMPLÉMENTAIRES**

31 mars 1997

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds spécial olympique a été constitué en 1976 par une loi du Parlement (Lois du Québec, 1976, c. 14). Ce Fonds et les revenus qu'il génère sont affectés exclusivement au remboursement du capital et des intérêts des emprunts de la Régie des installations olympiques et au parachèvement des installations olympiques. Le Fonds est géré par le ministre des Finances.

Les renseignements concernant les emprunts de la Régie des installations olympiques ainsi que les engagements pour le parachèvement des installations olympiques sont présentés dans les états financiers de la Régie.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les remises provenant de la taxe spéciale sur le tabac, encaissées par le ministère du Revenu pendant le mois d'avril et qui représentent des sommes perçues ou prélevées par ses agents ou mandataires avant le 1^{er} avril, sont comptabilisées aux revenus de l'année financière et à l'actif au 31 mars.

Les intérêts sur les dépôts bancaires et les placements temporaires sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Le produit et le remboursement de la dette à long terme en devises étrangères du Fonds de construction de la Régie des installations olympiques sont convertis au taux de change en vigueur à la date de l'emprunt ou du remboursement.

Les remboursements et les intérêts sur les dettes à court et à long terme du Fonds de construction de la Régie de même que la contribution au coût de parachèvement des installations olympiques sont comptabilisés lors de leur déboursement.

Les frais d'administration du Fonds sont assumés par le Fonds consolidé du revenu et ne sont pas présentés dans les états financiers.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan du Fonds spécial olympique du gouvernement du Québec au 31 mars 1997 ainsi que l'état de l'évolution du Fonds de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1997, ainsi que son évolution pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, FCA

Québec, le 27 octobre 1997

Ministère des Finances



QMDF A 003987



Gouvernement du Québec
Ministère des Finances